

Bulletin sur l'insolvabilité

Insolvency Bulletin

Publié par le Bureau du
Surintendant des faillites

Issued by the office of the
Superintendent of Bankruptcy

Décembre 1992
vol. 12 n° 12

December 1992
Vol. 12 No. 12

Canada



Insolvency

BULLETIN

sur l'insolvabilité

Décembre 1992
vol. 12 n° 12

December 1992
Vol. 12 No. 12



Consommation et
Affaires commerciales
Canada

Consumer and
Corporate Affairs
Canada

BULLETIN SUR L'INSOLVABILITÉ

Publié par le
Surintendant des faillites,
Bureau des Corporations
et de la Politique législative,
Ministère de la Consommation
et des Affaires commerciales.

Le Bulletin sur l'insolvabilité a pour objectif de promouvoir la communication et de raffermir les liens entre le Bureau du Surintendant des faillites et les praticiens. Il s'adresse notamment aux syndics, juristes, registraires, comptables, gérants de crédit ainsi qu'à tous ceux qui s'intéressent aux domaines de la faillite et de l'insolvabilité.

Le Bulletin sur l'insolvabilité est publié et distribué gratuitement dix fois par année, les mois de juin, juillet et août étant regroupés dans un seul numéro.

Les opinions exprimées dans le Bulletin n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du Bureau du Surintendant des faillites. La reproduction totale ou partielle des articles signés est interdite sauf consentement écrit de l'éditeur responsable.

Les demandes d'abonnement et toute correspondance doivent être adressées à l'éditeur responsable.

INSOLVENCY BULLETIN

Issued by the
Superintendent of Bankruptcy,
Bureau of Corporate Affairs
and Legislative Policy,
Department of Consumer
and Corporate Affairs.

The objective of the Insolvency Bulletin is to promote communication and strengthen ties between the Office of the Superintendent of Bankruptcy and insolvency professionals. The Bulletin is aimed particularly at trustees, jurists, registrars, accountants, credit managers and to those with a general interest in bankruptcy and insolvency.

The Insolvency Bulletin is a free publication, published ten times a year. It combines the months of June, July and August in one single issue.

The opinions expressed in the Bulletin are solely those of individual authors and may not reflect the policy of the Office of the Superintendent of Bankruptcy. Reproduction in whole or in part of signed articles is prohibited without permission in writing from the editor.

Subscription requests and all correspondence should be addressed to the editor.

Renseignements:

Direction des faillites
Place du Portage, Phase II
165, rue Hôtel de Ville
Niveau commercial
Hull (Québec)
K1A 0C9

Francine Emery, Coordonnatrice/Coordinator
Henri Massue-Monat, Éditeur responsable/Editor

For information:

Bankruptcy Branch
Place du Portage, Phase II
165 Hôtel de Ville Street
Commercial Level
Hull, Quebec
K1A 0C9

1-819-994-4743
1-819-997-3825

Table des matières

Table of Contents

Instructions	497	Directives	497
<i>N° 1 — Instructions du surintendant des faillites concernant les consultations aux faillis et aux débiteurs consommateurs</i>	<i>501</i>	<i>No. 1 — Superintendent of Bankruptcy's Directive Respecting the Counselling of Bankrupts, Debtors and Consumer debtors</i>	<i>501</i>
<i>N° 2 — Cession conjointe</i>	<i>527</i>	<i>No. 2 — Joint Assignment</i>	<i>527</i>
<i>N° 3 — Devoirs du failli de remettre ses cartes de crédit au syndic</i>	<i>529</i>	<i>No. 3 — Duties of the Bankrupt to Deliver Credit Cards to the Trustee</i>	<i>529</i>
Mesures transitoires relatives aux consultations offertes aux débiteurs déclarés faillis avant le 30 novembre 1992	531	Transitional Measures Regarding the Provision of Counselling to Bankrupts who Filed Prior to November 30, 1992	531
Libération automatique : mesures transitoires concernant les individus ayant fait faillite avant le 30 avril 1992	532	Automatic Discharge: Transitional Provisions Regarding Individuals who Became Bankrupt Prior to April 30, 1992	532
Droits payables pour le dépôt de faillites, propositions et mises sous séquestre	534	Payment of Registration Fees for Bankruptcies, Proposals and Receiverships	534
Statistiques — mois de septembre 1992	539	Statistics — month of September 1992	539
Statistiques — mois d'octobre 1992	560	Statistics — month of October 1992	560
Adresse des bureaux du Surintendant des faillites	A-1	Address of Offices of the Superintendent of Bankruptcy	A-1
Avis à l'éditeur d'un changement d'adresse	A-2	Notice to Publisher of Change of Address	A-2

Instructions

Directives

Le 27 novembre 1992

À : Tous les syndicis

Vous trouverez ci-joint les **Instructions sur la consultation** que vous avez reçues, sous forme de projet, en août dernier. Les instructions entrent en vigueur à la même date que les modifications à la Loi et aux Règles, soit le 30 novembre 1992. Le projet du mois d'août a été repris en tenant compte des commentaires reçus.

Ces Instructions ont subi des changements importants, particulièrement en ce qui a trait à la première session de consultation. Les principes et objectifs restent les mêmes, mais nous les abordons par étapes. La Loi compte davantage sur le syndic pour assurer la réhabilitation du débiteur, en l'informant des options possibles et en lui conseillant la meilleure solution, tant pour lui-même que pour ses créanciers.

Les Instructions répondent au besoin d'une période raisonnable de transition tout en maintenant l'accès aux services pour le public. Nous encourageons fortement les syndicis à donner personnellement la première session de consultation. Ils peuvent s'adjoindre du personnel d'expérience dans le travail préparatoire et la collecte des faits.

L'annexe IV des Instructions traite d'une première phase transitoire menant à une plus grande participation des syndicis. Au cours des premiers 6 mois, les syndicis qui ne pourront donner en personne la première session de consultation, pourront déléguer cette responsabilité, à la condition de certifier par écrit au surintendant adjoint de district que le délégué possède la réputation, les habilités et les connaissances requises pour mener cette première session. Le syndic supervisera directement ces sessions et le certificat de consultation sera signé à la fois par le débiteur, le syndic et le délégué.

November 27, 1992

To: All trustees

You will find attached the **Directive on Counselling**, which was distributed to you in draft form last August. The Directive will be effective as of November 30, 1992, the date of coming into force of the amendments and accompanying regulations. The August draft has been revised to take into account the comments we received.

The changes to this Directive, particularly in relation to the first counselling session, are significant. While the principle and objectives remain the same, a phased approach has been adopted. The new legislation relies heavily on an expanded role for licensed trustees in ensuring a debtor's rehabilitation, in advising debtors on the remedies available and the best solution for both debtors and creditors.

The Directive seeks to address the need for a reasonable period of adjustment while ensuring access on the part of the public to the services required. Trustees are strongly encouraged to personally conduct the first counselling session. They may be assisted in gathering data and conducting appropriate preparatory work for the session by experienced staff.

Schedule IV of the Directive describes the first phase of a transition towards a greater involvement of licensed trustees over the next 24 months. For the 6 months following the issuance of this Directive, trustees who are unable to personally fulfil the requirement of the first counselling session may delegate the function, provided they certify in writing to the District Assistant Superintendent that the authorized delegate has the necessary character, ability and knowledge to conduct first counselling sessions. Such sessions are to be done under the immediate supervision of the trustee and the Counselling certificate will need to be signed by the debtor and by both the trustee and the authorized delegate.

L'annexe I décrit les exigences projetées lorsqu'une période initiale de six mois sera expirée. Au terme de cette période de six mois, nous émettrons une nouvelle Directive décrivant les exigences pour les dix-huit mois suivants.

Il est donc proposé qu'après le 1^{er} décembre 1994, seuls les syndics et administrateurs nommés en vertu de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* pourront donner la première session de consultation. Jusqu'à cette date, les délégués autorisés pourront la donner en autant qu'ils satisfassent aux exigences.

En procédant ainsi par étapes, nous aurons l'occasion de considérer les changements qu'il y a lieu d'apporter au programme de formation et au processus de licence pour tenir compte des nouvelles dispositions de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* et mieux répondre aux besoins des personnes qui souhaitent se prévaloir des services requis par la Loi. Nous examinerons aussi les besoins de la profession pour atteindre les objectifs de la Directive ainsi que ceux des personnes qui aspirent à une carrière dans le domaine. Nous discuterons de ces questions au cours des prochains mois avec le Conseil canadien des professionnels de l'insolvabilité et les autres personnes intéressées.

Les Instructions permettent aussi au syndic de déléguer les deuxième et troisième sessions de consultation. Lorsque le syndic l'estime indiqué, nous l'encourageons à référer le débiteur à des organismes réputés, possédant une expertise particulière des services de consultation.

La consultation a pour objectif de donner des conseils judicieux de formation et de réhabilitation. Les normes de consultation seront raffinées au fur et à mesure de notre expérience. Nous poursuivrons le dialogue avec les syndics et les experts en consultation afin d'améliorer ces normes.

La contribution et l'appui de la profession des syndics à l'égard du développement et de la mise en œuvre de la réforme législative est hautement appréciée. Alors que, grâce à votre participation, nous entamons

The proposed requirements that will have to be met after the initial six month period are described in Annex I. At the end of the six month period, a revised Directive incorporating the requirements for the ensuing eighteen month period will be issued.

It is contemplated that after December 1st 1994 only licensed trustees and administrators appointed under the *Bankruptcy and Insolvency Act* will be authorized to provide the first counselling session set out in the Directive. Until such time, authorized delegates who meet the requirements may continue to conduct sessions.

The phased approach provides the opportunity to explore appropriate changes to the education program and licensing process over the next twenty four month period to reflect the new provisions of the *Bankruptcy and Insolvency Act* and the needs of individuals requiring access to the services it entails. The needs of the trustee profession to meet the objectives of this Directive and those who wish to pursue a career in this field will also be addressed. In that respect discussions with the Canadian Insolvency Practitioners Association and other members of the insolvency community will be undertaken over the next few months.

With respect to the second and third counselling session the Directive allows trustees to delegate these functions. Where delegation is contemplated trustees are encouraged to refer debtors to reputable organizations who have expertise in providing the required counselling services in their areas.

The objective of counselling is appropriate advice, education and rehabilitation. Standards on counselling will need to be refined as we gain experience in providing this service. Continued dialogue with the trustee community and counselling experts on improving the standards will be pursued.

We have appreciated the assistance and support of the trustee profession both in realizing reform and in its implementation. The personal commitment and generosity of effort of so many of you have been greatly welcomed and appreciated. As we embark

une nouvelle ère et un nouveau mandat je serai heureux de continuer à travailler avec vous à la réalisation des objectifs de la nouvelle Loi.

on a new era and mandate which was achieved with your participation I look forward to continuing to work with you to meet the goals and objectives of the new Act.

George Redling
Surintendant des faillites
Superintendent of Bankruptcy

Instructions

Directives

N° 1

No. 1

INSTRUCTIONS DU SURINTENDANT DES FAILLITES CONCERNANT LES CONSULTATIONS AUX FAILLIS ET AUX DÉBITEURS CONSOMMATEURS

SUPERINTENDENT OF BANKRUPTCY'S DIRECTIVE RESPECTING THE COUNSELLING OF BANKRUPTS, DEBTORS AND CONSUMER DEBTORS

Émise : le 30 novembre 1992

Issued: November 30, 1992

Titre abrégé

Short Title

1. *Instructions sur les consultations*

1. This Directive may be cited as the Counselling Directive

Interprétation

Interpretation

2. Les définitions qui suivent s'appliquent aux présentes instructions.

2. In this Directive,

«Loi» *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*

"Act" means the *Bankruptcy and Insolvency Act*;

«personne chargée de donner des consultations» Syndic titulaire d'une licence en vertu du paragraphe 13(1) de la *Loi*, administrateur de propositions de consommateur, tel que défini à l'article 66.11 de la *Loi*, ou personne à qui un syndic ou un administrateur a, conformément à l'annexe IV, délégué la fonction de donner des consultations à un débiteur, un débiteur consommateur, un failli ou à une personne liée à un failli;

"individual providing counselling" means a trustee licensed under subsection 13(1) of the Act, an administrator of consumer proposals as defined in section 66.11 of the Act or a person to whom a trustee or administrator has, in compliance with Schedule IV, delegated the duty to provide counselling to a debtor, consumer debtor, bankrupt or relative of a bankrupt;

«Règles» *Règles sur la faillite et l'insolvabilité* établies en vertu du paragraphe 209(1) de la *Loi*.

"Rules" means the Bankruptcy and Insolvency Rules made pursuant to Subsection 209(1) of the Act .

Objet

Purpose

3. Les présentes instructions, émises en vertu du pouvoir prévu à l'alinéa 5(4)b) de la *Loi* aux fins de l'article 157.1 et de l'alinéa 66.13(2)b) de la *Loi*, ont pour objet de prescrire la teneur et les normes relatives aux consultations à donner à un débiteur, un

3. This Directive, issued pursuant to the authority of paragraph 5(4)(b) of the Act for the purposes of section 157.1 and paragraph 66.13(2)(b) of the Act, prescribes the minimum content of and standards for

débiteur consommateur, un failli ou une personne liée à un failli.

Consultation

4. (1) La consultation dont il est question à l'article 157.1 et à l'alinéa 66.13(2)b) de la *Loi* consistent en :

a) une première séance de consultation conduite, selon le paragraphe 5(1) avant le dépôt

i) d'une cession de faillite, dans le cas d'un débiteur, et

ii) d'une proposition de consommateur, dans le cas d'un débiteur consommateur;

b) une deuxième séance de consultation à être conduite, conformément au paragraphe 6(1), en tout temps

i) entre la date fixée pour la première assemblée des créanciers et le 90^e jour suivant le dépôt d'une cession de faillite dans le cas d'un failli ou d'une personne liée à un failli, et

ii) entre le 30^e jour et le 90^e jour suivant le dépôt d'une proposition de consommateur dans le cas d'un débiteur consommateur; et

c) une troisième séance de consultation à être donnée selon le paragraphe 7(1), à la demande d'un failli ou d'un débiteur consommateur, en tout temps après la séance de consultation mentionnée à l'alinéa b) et avant

i) la libération du failli dans le cas d'une faillite et

ii) l'exécution complète de la proposition de consommateur, dans le cas d'un débiteur consommateur.

(2) Pour plus de certitude, les première et deuxième séances sont obligatoires et la troisième séance est facultative à la demande du failli ou du débiteur consommateur.

the counselling of a debtor, consumer debtor, bankrupt or relative of a bankrupt.

Counselling

4. (1) The counselling referred to in section 157.1 and paragraph 66.13(2)(b) of the Act shall consist of

(a) a first counselling session to be conducted, in accordance with subsection 5(1), prior to the filing of

(i) an assignment in bankruptcy in the case of a debtor, and

(ii) a consumer proposal in the case of a consumer debtor;

(b) a second counselling session to be conducted, in accordance with subsection 6(1), at any time,

(i) between the date set for the first meeting of creditors and 90 days after the filing of an assignment in bankruptcy in the case of a bankrupt or relative of a bankrupt; and

(ii) between 30 and 90 days after the filing of a consumer proposal in the case of a consumer debtor; and

(c) a third counselling session to be conducted, in accordance with subsection 7(1) at the request of the bankrupt or a consumer debtor, at any time after the counselling referred to in paragraph (b) and before,

(i) the discharge of the bankrupt in the case of a bankruptcy; and

(ii) the completion of a consumer proposal in the case of a consumer debtor.

(2) For greater certainty, the first and second counselling sessions are mandatory and the third counselling session is optional at the request of a bankrupt or consumer debtor.

Première séance de consultation

First Counselling Session

5. (1) Au cours de la première séance de consultation, la personne chargée de donner des consultations enquête sur les biens et les affaires du débiteur et,

5. (1) In the first counselling session, the individual providing counselling shall inquire into the debtor's property and financial affairs and

a) rédige, sur la base des renseignements obtenus du débiteur

(a) prepare, on the basis of information obtained from the debtor

i) un relevé complet de sa situation financière, décrivant

(i) a complete statement of financial affairs of the debtor setting forth the details of

A) les actifs du débiteur, avec référence

(A) the debtors' assets, including

I) le cas échéant, aux documents portant sur ses biens;

(I) documents relating to assets, where available

II) aux dates d'achat des biens;

(II) dates of asset purchases

III) au coût et à la valeur marchande des biens;

(III) costs and market values of assets

IV) à la valeur des polices d'assurances;

(IV) information as to insurance policies, and

V) aux montants et aux circonstances des actes de transfert, des traitements préférentiels et des dispositions visant ses biens immobiliers ou personnels;

(V) information as to conveyances, preferences and settlements of real or personal property,

B) le passif du débiteur, avec référence

(B) the debtor's liabilities, including,

I) le cas échéant, aux documents portant sur ses dettes; et

(I) documents relating to liabilities, where available, and

II) aux détails relatifs à ses emprunts hypothécaires ou autres; et

(II) details of mortgages and loans, and

iii) un budget mensuel détaillé accompagné de pièces justificatives si requises et lorsque disponibles, incluant

(iii) a detailed monthly budget with such substantiating documents as may be available, including

A) tous les revenus, bruts et nets;

(A) all income, gross and net

B) le détail de toutes les dépenses, y compris les dépenses pour besoins spéciaux, les pensions alimentaires, les paiements de soutien, les frais de transport, les dépenses médicales et les frais de médicaments;

(B) the details of all expenses, including special needs expenses, alimony, support or maintenance payments, transportation costs, medical and prescription expenses;

b) discute avec le débiteur afin de répondre à son problème immédiat, évalue l'étendue et la nature du problème et révisé les différentes méthodes pour corriger ses problèmes

c) identifie et discute les avantages des options applicables qui s'offrent au débiteur pour résoudre ses difficultés financières, incluant une discussion sur

i) les méthodes non statutaires de règlement de ses dettes,

ii) le paiement méthodique de ses dettes en vertu de la Partie X de la *Loi* ou tout autre arrangement similaire en vertu d'une loi provinciale,

iii) le dépôt d'une proposition de consommateur en vertu de la section II de la Partie III de la *Loi*,

iv) la cession de faillite en vertu de l'article 49 de la *Loi*;

d) en cas de faillite ou d'insolvabilité du débiteur, examine avec ce dernier les droits et responsabilités des personnes suivantes :

i) le failli;

ii) le débiteur qui dépose une proposition de consommateur;

iii) le créancier incluant ses droits et responsabilités.

A) d'entreprendre ou de poursuivre toute action visant à saisir les biens, le salaire ou la rémunération du débiteur à la suite du dépôt d'une cession de faillite ou d'une proposition de consommateur;

B) d'entreprendre d'autres recours dès la mise en œuvre d'un arrangement non statutaire visant à régler les dettes;

e) explique, lorsque pertinent, le sens et les conséquences pour le débiteur, des questions suivantes en matière de crédit et d'insolvabilité :

(b) discuss the debtor's views respecting the debtor's immediate problems, evaluate the extent and nature of the problems facing the debtor, and review approaches for dealing with those problems;

(c) identify and discuss the merits of pertinent options available to the debtor for resolving the debtors financial difficulties, including a discussion of,

(i) non-legislative debt settlement arrangements,

(ii) Orderly Payment of Debts arrangements under Part X of the Act, or similar arrangements under provincial legislation,

(iii) consumer proposals under Division II of Part III of the Act, and

(iv) assignments in bankruptcy under section 49 of the Act;

(d) review with the debtor the rights and responsibilities in bankruptcy and insolvency circumstances of persons having the status of,

(i) a bankrupt,

(ii) a debtor who files a consumer proposal,

(iii) a creditor, including the rights and responsibilities of a creditor

(A) on the filing by a debtor of an assignment in bankruptcy or a consumer proposal, to commence or continue any action for seizing assets or garnishee of the salary or wages of the debtor,

(B) on the implementation of a non-legislative debt settlement arrangement, to pursue alternative creditor remedies; and

(e) explain the meaning and effect on the debtor of the following credit and insolvency matters where pertinent to the circumstances of the debtor:

-
- i) saisie-arrêt,
 - ii) cosignataires,
 - iii) cote de crédit,
 - iv) actifs,
 - v) poursuites judiciaires,
 - vi) paiements,
 - vii) retombées imprévues,
 - viii) déclarations de revenu,
 - ix) crédits d'impôt,
 - x) honoraires d'un syndic ou d'un administrateur,
 - xi) libération absolue,
 - xii) libération conditionnelle,
 - xiii) libération suspendue,
 - xiv) dettes non libérables à la suite de la faillite, et
 - xv) paiement d'une portion des revenus excédentaires au syndic.

(2) Après la première séance de consultation, la personne chargée de donner des consultations

a) remplit et signe un certificat de consultation en la forme établie à l'annexe I;

b) demande au failli ou au débiteur consommateur de signer une déclaration, en la forme établie à l'annexe I, par laquelle il reconnaît avoir reçu des services de consultation;

c) conserve le certificat et la déclaration mentionnés aux alinéas a) et b) dans le dossier de l'actif du failli ou du débiteur consommateur;

d) sur demande du séquestre officiel, fournit au séquestre officiel des exemplaires du certificat et de la déclaration mentionnés aux alinéas a) et b).

(3) Dès que le certificat de consultation et la déclaration de reconnaissance mentionnés au paragraphe (2) dûment signés sont versés au dossier de l'actif, le syndic ou l'administrateur de proposition de consommateur peut prélever, à même le compte de l'actif en fiducie, ses honoraires pour la première séance de consultation.

- (i) garnishment,
- (ii) co-signers,
- (iii) credit rating,
- (iv) assets,
- (v) legal action,
- (vi) payments,
- (vii) windfalls,
- (viii) tax returns,
- (ix) tax credits,
- (x) fees of a trustee or administrator,
- (xi) absolute discharge,
- (xii) conditional discharge,
- (xiii) suspended discharge,
- (xiv) debts not discharged in bankruptcy, and
- (xv) payment of a portion of surplus income to trustee.

(2) On completion of the first counselling session, the individual providing counselling shall

(a) complete and sign a counselling certificate in the form set out in Schedule I;

(b) request the bankrupt or consumer debtor to sign a statement of acknowledgement in the form set out in Schedule I that counselling has been provided;

(c) retain the counselling certificate and the statement of acknowledgement referred to in paragraphs (a) and (b) as part of the estate file of the bankrupt or consumer debtor, and

(d) on request by the Official Receiver, provide the Official Receiver with copies of the counselling certificate and the statement of acknowledgement referred to in paragraphs (a) and (b).

(3) On the filing of the signed counselling certificate and statement of acknowledgement referred to in subsection (2) in the estate file, the trustee in bankruptcy or administrator of consumer proposal may withdraw the fee for the first counselling session from the estate trust account.

6. (1) Au cours de la deuxième séance de consultation, la personne chargée de donner des consultations

a) aide le débiteur à cerner et comprendre les causes qui ont contribué à son insolvabilité y compris des causes non budgétaires, telles possiblement, le jeu d'argent, l'abus de substances, les comportements compulsifs, les problèmes liés au travail, les difficultés familiales ou conjugales;

b) encourage le débiteur à chercher l'aide pour résoudre les causes budgétaires de son insolvabilité; et

c) à l'égard des causes budgétaires et non budgétaires de l'insolvabilité du débiteur;

i) renseigne le débiteur sur les organismes, organisations ou conseillers professionnels qui possèdent les compétences pour le conseiller sur ces questions, et

ii) dirige le débiteur vers les organismes, organisations ou professionnels qui possèdent les compétences requises pour le conseiller sur ces questions, et

d) explique au failli ou débiteur consommateur comment gérer et analyser ses revenus et dépenses mensuels.

e) avec le consentement du failli ou débiteur consommateur, cette séance de consultation peut se faire en groupe.

(2) Après la deuxième séance de consultation, la personne chargée de donner des consultations

a) remplit et signe un certificat de consultation en la forme établie à l'annexe II;

b) demande au failli ou au débiteur consommateur de signer une déclaration, en la forme établie à l'annexe II, par laquelle il reconnaît avoir reçu des services de consultation;

6. (1) In the second counselling session, the individual providing counselling shall

(a) assist the debtor to discover or understand the contributing causes of the debtor's insolvency, including possible non-budgetary causes that might include such matters as gambling, substance abuse, compulsive behaviour, employment, marital or family difficulties;

(b) encourage the debtor to seek remedies for the identified budgetary causes of the debtor's insolvency; and

(c) in the case of both budgetary and non-budgetary causes of the debtor's insolvency;

(i) provide the debtor with reference information respecting agencies, organizations or professional advisors that are qualified to advise on such matters, and

(ii) refer the debtor to such professionals, agencies or organizations as are qualified to advise on such matters; and

(d) explain to the bankrupt or consumer debtor how to monitor and analyze monthly income and expenses; and

(e) with the agreement of the bankrupt or consumer debtor, this counselling session may be conducted in a group session.

(2) On completion of the second counselling session, the individual providing counselling shall

(a) complete and sign a counselling certificate in the form set out in Schedule II;

(b) request the bankrupt or consumer debtor to sign a statement of acknowledgement, in the form set out in Schedule II, that counselling has been provided;

c) conserve le certificat et la déclaration mentionnés aux alinéas a) et b) dans le dossier de l'actif du failli ou du débiteur consommateur; et

d) sur demande du séquestre officiel, fournit au séquestre officiel des exemplaires du certificat et de la déclaration mentionnés aux alinéas a) et b).

(3) Dès que le certificat de consultation et la déclaration de reconnaissance mentionnés au paragraphe (2), dûment signés, sont versés au dossier de la l'actif, le syndic ou l'administrateur de proposition de consommateur peut prélever, à même le compte de l'actif en fiducie, ses honoraires pour la deuxième séance de consultation.

Troisième séance de consultation

7. (1) Au cours de la troisième séance de consultation, la personne chargée de donner des consultations

a) aide le débiteur consommateur, le failli ou personne liée au failli à acquérir des connaissances sur la gestion financière et la manière d'établir un budget en sus des connaissances d'analyse mentionnées au paragraphe 6 (1)(d); et

i) renseigne le débiteur sur les organismes, organisations ou conseillers professionnels qui possèdent les compétences pour le conseiller sur ces questions, et

ii) dirige le débiteur vers les organismes, organisations ou professionnels qui possèdent les compétences requises pour le conseiller sur ces questions; et

b) renseigne le débiteur sur la consommation en général, c'est-à-dire sur l'économie familiale, les dépenses, le magasinage, la reconnaissance des signes avant-coureurs des problèmes, l'utilisation appropriée du crédit et les dossiers des agences d'évaluation de crédit; et

i) renseigne le débiteur sur les organismes, organisations ou conseillers professionnels qui

(c) retain the counselling certificate and statement of acknowledgement referred to in paragraphs (a) and (b) as part of the estate file of the bankrupt or consumer debtor; and

(d) on request by the Official Receiver, provide the Official Receiver with copies of the counselling certificate and acknowledgement referred to in paragraphs (a) and (b).

(3) On the filing of the signed counselling certificate and statement of acknowledgement referred to in subsection (2) in the estate file, the trustee in bankruptcy or administrator of consumer proposal may withdraw the fee for the second counselling session from the estate trust account.

Third Counselling Session

7. (1) In the third counselling session, the individual providing counselling shall:

(a) assist the consumer debtor, bankrupt or relative of a bankrupt to acquire money management and budgeting skills in addition to the analytical skills referred to in paragraph 6(1)(d), and

(i) provide the debtor with reference information respecting agencies, organizations or professional advisors that are qualified to advise on such matters, and

(ii) refer the debtor to such professionals, agencies or organizations as are qualified to advise on such matters, and

(b) provide the debtor with relevant consumer education respecting subjects such as home economics, spending and shopping habits, recognizing warning signs of financial difficulties, use of credit and the implication of credit reporting services for debtors, and

(i) provide the debtor with reference information respecting agencies, organizations or profes-

possèdent les compétences pour le conseiller sur ces questions.

ii) dirige le débiteur vers les organismes, organisations ou professionnels qui possèdent les compétences requises pour le conseiller sur ces questions, et

c) avec le consentement du failli ou débiteur consommateur, cette séance de consultation peut se faire en groupe.

(2) Après la troisième séance de consultation, la personne chargée de donner des consultations

a) remplit et signe un certificat de consultation en la forme établie à l'annexe III;

b) demande au failli ou au débiteur consommateur de signer une déclaration, en la forme établie à l'annexe III, par laquelle il reconnaît avoir reçu des services de consultation;

c) conserve le certificat et la déclaration mentionnés aux alinéas a) et b) dans le dossier de l'actif du failli ou du débiteur consommateur; et

d) sur demande du séquestre officiel, fournit au séquestre officiel des exemplaires du certificat et de la déclaration mentionnés aux alinéas a) et b).

(3) Dès que le certificat de consultation et la déclaration de reconnaissance mentionnés au paragraphe (2), dûment signés sont versés au dossier de l'actif, le syndic de la faillite ou l'administrateur de proposition de consommateur peut prélever à même le compte de l'actif en fiducie les honoraires pour la troisième séance de consultation.

Généralités

8. Lorsqu'une personne chargée de donner des consultations procure de tels services à une personne liée à un failli, ces consultations sont données simultanément aux consultations données au failli.

sional advisors that are qualified to advise on such matters, and

(ii) refer the debtor to such professionals, agencies or organizations as are qualified to advise on such matters.

(c) with the agreement of the bankrupt or consumer debtor this counselling session may be conducted in a group session.

(2) On completion of the third counselling session, the individual providing counselling shall

(a) complete and sign a counselling certificate in the form set out in Schedule III;

(b) request the bankrupt or consumer debtor to sign a statement of acknowledgement, in the form set out in Schedule III, that counselling has been provided;

(c) retain the counselling certificate and acknowledgement referred to in paragraphs (a) and (b) as part of the estate file of the bankrupt or consumer debtor; and

(d) on request by the Official Receiver, provide the Official Receiver with copies of the counselling certificate and acknowledgement referred to in paragraphs (a) and (b).

(3) On the filing of the signed counselling certificate and statement of acknowledgement referred to in subsection (2) in the estate file, the trustee in bankruptcy or administrator of consumer proposal may withdraw the fee for the third counselling session from the estate trust account.

General

8. Where an individual providing counselling provides counselling to a relative of a bankrupt, such counselling will be provided at the same time as the counselling provided to the bankrupt.

9. Au cours d'une séance de consultation de groupe, le nombre de personnes conseillées ne peut excéder 20.

10. Toutes les séances de consultation sont données par la personne chargée de donner des consultations elle-même, sauf

a) lorsqu'un syndic ou une personne chargée de donner des consultations croit qu'il ne lui serait pas possible de donner des consultations en personne, auquel cas le syndic présente une demande de dérogation à cette obligation au surintendant adjoint de district; et

b) si le surintendant adjoint de district établit, après étude de ladite demande de dérogation, qu'il n'est pas possible pour la personne chargée de donner des consultations de donner elle-même les consultations.

NOTE EXPLICATIVE

(La présente note ne fait pas partie de la Directive.)

La règle 117 prévoit les frais se rapportant aux consultations.

Le surintendant des faillites

9. In a group counselling session, the number of persons counselled shall not exceed 20.

10. All counselling sessions shall be provided by the individual providing counselling in person, unless

(a) where a trustee or individual providing counselling believes counselling in person would not be feasible, the trustee or administrator applies for an exemption from this requirement to the District Assistant Superintendent; and

(b) the District Assistant Superintendent determines after consideration of such application, that it is not feasible for the individual providing counselling to provide counselling in person.

EXPLANATORY NOTE:

(This note is not part of the Directive)

The fees for providing counselling are prescribed in Rule 117 of the Rules.

The Superintendent of Bankruptcy

George F. Redling

ANNEXE I
(Article 5)

CERTIFICAT DE CONSULTATION
PREMIÈRE SÉANCE DE CONSULTATION

Au : Surintendant des faillites

De : _____
nom de la personne chargée de donner des consultations

Objet : _____
nom du débiteur

Date : _____
date de la séance de consultation

Je, soussigné, syndic de faillite ou administrateur des propositions de consommateur (biffer la mention inutile), atteste par les présentes au surintendant des faillites que j'ai, ou que mon représentant autorisé a

- a) évalué la situation financière du débiteur ainsi que sa capacité de payer;
- b) réagi au problème immédiat du débiteur;
- c) déterminé les options dont dispose le débiteur, c.-à-d. options non statutaires, paiement méthodique des dettes, proposition, faillite, etc., et expliqué chaque option ainsi que les recommandations;
- d) expliqué le sens et les conséquences pour le débiteur, des questions en matière de crédit et d'insolvabilité;
- e) examiné avec le débiteur les droits et responsabilités d'un failli, d'un débiteur qui dépose une proposition de consommateur et des créanciers;
- f) donné au débiteur des consultations conformément à l'article 5 des instructions *sur les consultations*.

Après une évaluation raisonnable, je suis d'avis que le débiteur :

- a) a compris les options qui s'offrent à lui afin de régulariser sa situation financière;
- b) a réalisé les conséquences probables de chacune de ces options; et
- c) a fait, ou est en voie de faire, un choix éclairé en ce qui concerne la manière de transiger avec ses créanciers.

SCHEDULE I
(Section 5)

COUNSELLING CERTIFICATE
FIRST COUNSELLING SESSION

To: Superintendent of Bankruptcy

From: _____
name of individual providing counselling

Re: _____
name of debtor

Date: _____
date of counselling session

I, the undersigned trustee in bankruptcy or administrator of a consumer proposal (strike out title that does not apply) hereby certify to the Superintendent of Bankruptcy that I or my authorized delegate have,

- (a) assessed the debtor's financial situation and ability to pay;
- (b) responded to the immediate problem of the debtor;
- (c) identified and discussed the merit of the pertinent options available to the debtor, including non-legislative options, Orderly Payment of Debts, proposals, bankruptcy, etc., and provided an explanation of each option together with recommendations;
- (d) explained the meaning and effect of credit and insolvency matters to the debtor;
- (e) reviewed with the debtor the rights and responsibilities of a bankrupt, of a debtor who files a consumer proposal, and of creditors,
- (f) provided counselling in accordance with section 5 of the Counselling Directive.

After making a reasonable evaluation, it is my opinion that the debtor:

- (a) understood the options available to resolve his or her financial problems;
- (b) appreciated the probable consequences of each option; and
- (c) made, or is in the process of making, an informed choice with respect to the method of dealing with the debtor's creditors.

Au cours de la période de six mois ayant précédé ce jour, j'ai (je n'ai pas) fourni des services de consultation ou fait fournir des services de consultation (**autre que mentionnés dans le présent certificat**) par l'un de mes remplaçants autorisés au débiteur susmentionné au titre de quoi j'ai été payé _____ \$.

Fait à _____, ce _____ jour de _____

signature du syndic ou de l'administrateur
(biffer la mention inutile)

Note : Si les consultations ont été données par un représentant autorisé, cette personne doit signer ci-dessous.

signature du représentant autorisé

RECONNAISSANCE

Je, soussigné, débiteur, reconnait avoir consulté la ou les personnes susmentionnées et reconnait avoir reçu les consultations mentionnées sur le présent certificat.

Au cours des six derniers mois, j'ai (je n'ai pas) reçu des consultations (**autre que mentionnés dans le présent certificat**) de la personne susmentionnée ou de toute autre personne. En contrepartie de ces services, j'ai dû payer la somme de _____ \$.

Fait à _____, ce _____ jour de _____

signature de la personne conseillée

In the 6-month period preceding this day, I have provided counselling or provided for counselling through an authorized delegate to the debtor named herein, for which I was paid \$__.

Dated at this day of , .

signature of trustee or administrator
(*strike out title that does not apply*)

Note: If counselling was provided by an authorized delegate, that person must sign below.

signature of authorized delegate

ACKNOWLEDGEMENT

I, the undersigned debtor, have consulted with the above-named person or persons and acknowledge receiving the counselling referred to in this certificate.

In the last 6 months, I have received counselling from the above-mentioned person or from any other person for which I was required to pay \$__.

Dated at this day of , .

signature of the person counselled

ANNEXE II
(Article 6)

CERTIFICAT DE CONSULTATION
DEUXIÈME SÉANCE DE CONSULTATION

Au : Surintendant des faillites

De : _____
nom de la personne chargée de donner des consultations

Objet : _____
nom du failli ou du débiteur consommateur

Date : _____
date de la séance de consultation

Je, soussigné, syndic de faillite ou administrateur des propositions de consommateur, (biffer la mention inutile), atteste par les présentes au surintendant des faillites que j'ai, ou que mon représentant autorisé a,

- a) donné des consultations au failli ou au débiteur consommateur sur une base individuelle ou en groupe (biffer la mention inutile);
- b) aidé le failli ou le débiteur consommateur à cerner et à comprendre les causes de ses difficultés financières, y compris, les causes non budgétaires;
- c) encouragé le débiteur à chercher l'aide pour résoudre les causes budgétaires de son insolvabilité;
- d) renseigné et dirigé le failli ou le débiteur consommateur aux professionnels, organismes ou organisations compétents;
- e) expliqué au failli ou débiteur consommateur comment gérer et analyser ses revenus et dépenses mensuels; et
- f) donné des consultations conformément à l'article 6 des *instructions relatives aux consultations*.

Après une évaluation raisonnable, je suis d'avis que le failli ou le débiteur consommateur a compris les renseignements qui lui ont été fournis.

Fait à _____, ce _____ jour de _____.

signature du syndic ou de l'administrateur
(biffer la mention inutile)

SCHEDULE II
(Section 6)

COUNSELLING CERTIFICATE
SECOND COUNSELLING SESSION

To: Superintendent of Bankruptcy

From: _____
name of individual providing counselling

Re: _____
name of bankrupt or consumer debtor

Date: _____
date of counselling session

I, the undersigned trustee in bankruptcy or administrator of a consumer proposal (strike out title that does not apply) hereby certify to the Superintendent of Bankruptcy that I or my authorized delegate have,

- (a) counselled the bankrupt or consumer debtor in an individual or group (cross out word that does not apply) counselling session;
- (b) assisted the bankrupt or consumer debtor to discover or understand the causes of insolvency including contributory non-budgetary causes;
- (c) encouraged the bankrupt or consumer debtor to seek remedies for the identified causes of the debtor's insolvency;
- (d) provided reference information and referrals to appropriate local professionals, agencies or organizations;
- (e) explained to the bankrupt or consumer debtor how to monitor and analyze income and expenses; and
- (f) provided counselling in accordance with section 6 of the Counselling Directive.

After making a reasonable evaluation, it is my opinion that the bankrupt or consumer debtor understood the information provided.

Dated at this day of , .

signature of trustee or administrator
(strike out title that does not apply)

Note : Si les consultations ont été données par un représentant autorisé, cette personne doit signer ci-dessous.

signature du représentant autorisé

RECONNAISSANCE

Je, soussigné, reconnait avoir consulté la personne susmentionnée chargée de donner des consultations et reconnait avoir reçu et compris les services de consultation mentionnés dans le présent certificat.

Fait à _____, ce _____ jour de _____.

signature du failli ou du débiteur consommateur

Note: If counselling was provided by an authorized delegate, that person must sign below.

signature of authorized delegate

ACKNOWLEDGEMENT

I, the undersigned, have consulted with the above-named individual providing counselling and acknowledge receiving and understanding the counselling referred to in this certificate.

Dated at this day of , .

signature of bankrupt or consumer debtor

ANNEXE III
(Article 7)

CERTIFICAT DE CONSULTATION
TROISIÈME SÉANCE DE CONSULTATION

Au : Surintendant des faillites

De : _____
nom de la personne chargée de donner des consultations

Objet : _____
nom du failli ou du débiteur consommateur

Date : _____
date de la séance de consultation

Je, soussigné, syndic de faillite, administrateur des propositions de consommateur, (biffer la mention inutile), atteste par les présentes au surintendant des faillites que j'ai, ou que mon représentant autorisé a,

- a) donné des consultations au failli ou au débiteur consommateur dans le cadre d'une séance de consultation individuelle ou de groupe (biffer la mention inutile);
- b) aidé le failli ou le débiteur consommateur à acquérir des connaissances étendues sur la gestion financière et sur la manière d'établir un budget;
- c) offert au failli ou au débiteur consommateur les cours d'éducation du consommateur pertinents.

Après une évaluation raisonnable, je suis d'avis que le failli ou le débiteur consommateur a compris les renseignements qui lui ont été fournis.

Fait à _____, ce _____ jour de _____.

signature du syndic ou de l'administrateur (biffer la mention inutile)

Note : Si les consultations ont été données par un représentant autorisé, cette personne doit signer ci-dessous.

signature du représentant autorisé

SCHEDULE III
(Section 7)

COUNSELLING CERTIFICATE
THIRD COUNSELLING SESSION

To: Superintendent of Bankruptcy

From: _____
name of individual providing counselling

Re: _____
name of bankrupt or consumer debtor

Date: _____
date of counselling session

I, the undersigned trustee in bankruptcy or administrator of a consumer proposal (strike out title that does not apply) hereby certify to the Superintendent of Bankruptcy that I or my authorized delegate have,

- (a) counselled the bankrupt or consumer debtor in an individual, group (cross out word that does not apply) counselling session;
- (b) assisted the bankrupt or consumer debtor to acquire extensive money-management and budgeting skills; and
- (c) provided the bankrupt or consumer debtor with relevant consumer education.

After making a reasonable evaluation, it is my opinion that the bankrupt or consumer debtor understood the information provided.

Dated at this day of , .

signature of trustee or administrator

Note: If counselling was provided by an authorized delegate, that person must sign below.

signature of authorized delegate

RECONNAISSANCE

Je, soussigné, reconnait avoir consulté la personne susmentionnée chargée de donner des consultations et reconnait avoir reçu et compris les services de consultation mentionnés dans le présent certificat.

Fait à _____, ce _____ jour de _____.

signature du failli ou du débiteur consommateur

ACKNOWLEDGEMENT

I, the undersigned, have consulted with the above-named individual providing counselling and acknowledge receiving and understanding the counselling referred to in this certificate.

Dated at this day of , .

signature of bankrupt or consumer debtor

DÉLÉGATION DES SÉANCES DE CONSULTATION

Première séance de consultation

1. *Au cours de la période de six mois qui suit la date de l'émission des présentes instructions, les dispositions qui suivent s'appliquent. À la fin de cette période, une version révisée des instructions sur la délégation des fonctions sera émise.*

2. Si le syndic est incapable de conduire la première séance de consultation, le syndic ou l'administrateur peut, déléguer cette fonction à un représentant autorisé si le syndic ou l'administrateur atteste par écrit au surintendant adjoint de district que selon le syndic ou l'administrateur que son représentant possède la capacité et les connaissances requises pour donner de la consultation mentionnée à l'alinéa 5(1)(c).

Deuxième et troisième séances de consultation

3. La deuxième et troisième séances de consultation peuvent être offertes par des personnes à qui le syndic ou l'administrateur a délégué les tâches de consultation. Les représentants autorisés doivent offrir les consultations conformément aux Instructions. Les syndics et administrateurs sont, cependant, responsables de s'assurer que les représentants autorisés se conformes aux Instructions sur la consultation.

SCHEDULE IV

DELEGATION OF COUNSELLING SESSIONS

First Counselling Session

1. *During the 6 month period following the date of issuance of this Directive the following provisions will apply. At the end of this period, a revised version of the Directive on Delegation of Functions will be issued.*

2. If a trustee or administrator is unable to conduct the first counselling session, the trustee or administrator may delegate this function to an authorized delegate if the trustee or administrator has certified in writing to the District Assistant Superintendent that the delegate, in the opinion of the trustee or the administrator, has the character, ability and knowledge to offer the counselling referred to in subsection 5(1)(c).

Second and Third Counselling Sessions

3. The second and third counselling sessions may be provided by persons to whom the trustee or administrator has delegated the counselling functions. These persons shall provide the counselling in accordance with the Directive. Trustees and administrators are, however, responsible for ensuring that the *Counselling Directive* is complied with.

APPENDICE I

DELEGATION DE LA PREMIÈRE SESSION DE CONSULTATION

Objectif : Établir une mesure transitoire pour la délégation de la première séance de consultation jusqu'au 1er décembre 1994.

Note : «Syndic» réfère également à l'administrateur de propositions de consommateur.

1^{er} juin 1993

Le syndic doit donner la première séance de consultation. Cependant, si le syndic ne peut donner la première séance, celle-ci peut être dirigée par un délégué autorisé aux conditions suivantes :

- a) le syndic confirme et obtient l'approbation du Surintendant adjoint de district («SAD») que le délégué :
 - i) était à l'emploi d'une firme de syndic le 30 novembre 1992;
 - ii) au 31 mai 1993 :
 - donnait l'entrevue initiale depuis au moins deux ans; ou
 - était inscrit au programme de formation de trois ans de l'ACPI, avait complété le cours sur la faillite et avait l'expérience des premières entrevues;
 - iii) possède la réputation, les habilités, les connaissances et l'expérience pour remplir cette fonction adéquatement;
- b) le débiteur est informé que le syndic est le professionnel responsable et que la première séance de consultation peut être reportée afin de lui permettre de rencontrer et de discuter avec le syndic;
- c) la faillite ou la proposition n'est pas déposée auprès du séquestre officiel tant que le syndic n'a pas révisé et discuté du dossier avec le délégué autorisé afin de s'assurer que toutes les informations pertinentes ont été revues et que la marche à suivre est appropriée. Lorsqu'il l'estime indiqué, le syndic parlera au débiteur;
- d) le syndic et le délégué signent le certificat de la première séance de consultation. Le syndic indique le nom du délégué sur la «Fiche de renseignements sur l'actif» si la première séance de consultation est faite par ce dernier.

1^{er} décembre 1994

Seuls les syndicats pourront donner la première séance de consultation. Il est à prévoir cependant que d'autres arrangements devront être considérés dans les régions où les syndicats ne sont pas disponibles.

ANNEX I

PROPOSED DELEGATION OF FUNCTIONS IN THE FIRST COUNSELLING SESSION

*Objective: To establish transitional provisions, to be in effect, **until December 1, 1994** regarding the delegation of the first counselling session.*

Note: Any references to "trustees" shall apply to administrators of consumer proposals with necessary changes.

Effective June 1, 1993

The trustee is urged to conduct the first counselling session. However, if the trustee is unable to conduct, (in whole or in part), the first counselling session, the session may be delegated (in whole or in part) to an authorized delegate provided the following conditions are met:

- a) the trustee has certified to and obtained approval from the District Assistant Superintendent ("DAS") that the authorized delegate;
 - i) was employed with a trustee firm on November 30, 1992;
 - ii) on May 31, 1993:
 - has conducted first interviews for a period of at least two years; or
 - is enrolled in the CIPA's three year course of study, has completed the bankruptcy year and has experience in conducting first interviews, and;
 - iii) has demonstrated that he/she has the character, ability, knowledge and experience to perform this function adequately;
- b) the debtor was advised that the trustee is the responsible practitioner and that the first counselling may be adjourned to allow the debtor to meet and discuss with the trustee;
- c) the bankruptcy or consumer proposal was not filed with the Official Receiver until the trustee had reviewed the file and discussed in detail the case with the authorized delegate to ensure that all of the pertinent information was reviewed and the course of action selected was appropriate under the circumstances. In those cases where necessary the trustee spoke with the debtor; and
- d) the trustee signed the certificate of the first counselling session as well as the authorized delegate, who conducted the first counselling session. The trustee indicated the name of the authorized delegate on the Filing Information Sheet, if the first counselling session was conducted by the authorized delegate.

Effective December 1, 1994

Only trustees will be authorized to conduct the first counselling session. It is recognized that there may be some remote areas where alternative arrangements may be necessary to ensure full service where trustees are not available.

Instructions

Directives

N° 2

No. 2

CESSION CONJOINTE

Émise: le 7 décembre 1992

But

Le but de ces instructions est de préciser les circonstances dans lesquelles les actifs de certaines personnes peuvent être traités comme un seul actif (cession conjointe).

Toile de Fond

1. L'alinéa 155 (f) de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* déclare que :

«dans les circonstances prévues par les instructions du surintendant, les actifs de certaines personnes peuvent être traités comme un seul actif lorsque la nature des rapports qui existent entre elles le justifie.»

Politiques

2. Des cessions déposées selon les dispositions concernant l'administration sommaire peuvent être traitées comme un seul actif lorsque les dettes des individus déposant la cession conjointe sont substantiellement les mêmes et que le syndic est d'avis que ceci est au meilleur des intérêts des débiteurs et créanciers.

3. Un seul relevé des recettes et débours peut être soumis dans la cession conjointe. Les honoraires du syndic dans la cession conjointe sont les mêmes que s'il n'y avait qu'un seul débiteur qui avait déposé une cession selon les dispositions concernant l'administration sommaire.

JOINT ASSIGNMENT

Issued: December 7, 1992

Purpose

The purpose of this Directive is to specify the circumstances in which estates of individuals may be dealt with as one estate (joint assignment).

Background

1. Paragraph 155 (f) of the *Bankruptcy and Insolvency Act* states:

"in such circumstances as are specified in directives of the Superintendent, the estates of individuals who, because of their relationship, could reasonably be dealt with as one estate may be dealt with as one estate".

Policy

2. Assignments filed under the provisions relating to summary administrations may be dealt with as one estate where the debts of the individuals making the joint assignment are substantially the same and the trustee is of the opinion that it is in the best interest of the debtors and creditors.

3. Only one statement of receipts and disbursements shall be submitted in the joint assignment. The trustee's remuneration in a joint assignment shall be the same as if there would have been only one debtor who filed an assignment under the provisions relating to summary administrations.

4. Lorsqu'un changement de statut d'une administration sommaire à ordinaire est demandé au séquestre officiel, celui-ci devra diviser l'administration de la cession conjointe.

5. Lorsque l'administration de la cession conjointe est divisée, le syndic doit répartir les fonds en fiducie dans les comptes en fiducie de chaque faillite de la même manière que si, à l'origine, les débiteurs avaient déposé des cessions séparées.

Le surintendant des faillites

4. Where a conversion from a summary administration to an ordinary administration is requested, the Official Receiver will separate the administration of the joint assignment.

5. Where the administration of the joint assignment is separated, the trustee shall apportion the joint assignment trust funds to each estate trust account in the same manner as if the estates had been originally filed separately.

The Superintendent of Bankruptcy

George F. Redling

Instructions

Directives

N° 3

No. 3

DEVOIRS DU FAILLI DE REMETTRE SES CARTES DE CRÉDIT AU SYNDIC

DUTIES OF THE BANKRUPT TO DELIVER CREDIT CARDS TO THE TRUSTEE

Émise: le 7 décembre 1992

Issued: December 7, 1992

But

Le but de ces instructions est d'établir les procédures concernant le traitement des cartes de crédit.

Purpose

The purpose of this Directive is to establish procedures dealing with credit cards.

Toile de Fond

1. L'alinéa 158 (a.1) de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* déclare que :

«Le failli doit..., dans les circonstances prévues par les instructions du surintendant, remettre au syndic, pour annulation, toutes les cartes de crédit délivrées au failli et en sa possession ou sous son contrôle.»

Background

1. Paragraph 158 (a.1) of the *Bankruptcy and Insolvency Act* states:

"A bankrupt shall...,in such circumstances as are specified in directives of the Superintendent, deliver to the trustee, for cancellation, all credit cards issued to and in the possession or control of the bankrupt".

Politiques

2. Le syndic doit, aussitôt que possible, exiger que le failli remette au syndic, pour annulation, toutes les cartes de crédit émises à son nom et en sa possession ou sous son contrôle, sauf les cartes de crédit mentionnées au paragraphe no 5 de ces instructions, même si aucune somme n'est due à l'émetteur de la carte.

Policy

2. The trustee shall, as soon as possible, require that the bankrupt deliver to the trustee, for cancellation, all credit cards issued to him/her and in his/her possession or control, except for those cards mentioned in item no.5 of this Directive, notwithstanding that there may not be any amount outstanding to the issuer of the credit cards.

3. Le syndic, après avoir pris possession des cartes de crédit mentionnées au paragraphe no. 2 de ces instructions, doit immédiatement les couper pour en prévenir tout usage ultérieur sans autorisation.

3. The trustee, after taking delivery of the credit cards referred to in item no. 2 of this Directive, shall immediately cut them up, to prevent further unauthorized use.

4. Le syndic doit, aussitôt que possible, retourner les cartes détruites à l'émetteur accompagnées d'un avis de faillite.

4. The trustee shall, as soon as possible, return to the issuer the destroyed credit cards accompanied by a notice of bankruptcy.

5. Le failli n'est pas obligé de remettre au syndic, pour annulation, une carte de crédit en sa possession ou sous son contrôle lorsque:

- la carte de crédit est émise à une tierce partie (ex. employeur, époux(se), ami(e), parent); et
- le syndic a l'assurance que l'émetteur ou la tierce partie a permis au failli de continuer à posséder et utiliser ladite carte.

Le surintendant des faillites

5. The bankrupt is not obligated to deliver to the trustee, for cancellation, a credit card in his/her possession and control, where:

- the credit card was issued to a third party (e.g., employer, spouse, friend, parent); and
- the trustee has confirmation that the issuer or the third party has authorized the bankrupt to continue to possess and use the card.

The Superintendent of Bankruptcy

George F. Redling

Mesures transitoires relatives aux consultations offertes aux débiteurs déclarés faillis avant le 30 novem- bre 1992

Art. 58 et par. 61(3) de la *Loi modifiant la Loi sur la faillite et la Loi de l'impôt sur le revenu en conséquence* L.C. (1992), ch. 27.

On nous a demandé des précisions quant à la responsabilité des syndicats d'offrir ou de voir à ce que soient offertes des consultations aux débiteurs déclarés faillis avant le *30 novembre 1992*.

Dans tous les cas, il sera trop tard pour donner la *première* séance de consultation à ces faillis.

Les syndicats sont fortement encouragés à donner la deuxième séance de consultation eux-mêmes ou par l'entremise d'associations réputées dans le domaine de la consultation qui existent dans la plupart des régions. Dans certains cas, il sera peut-être impossible d'offrir des séances de consultation aux faillis qui obtiendront leur libération le 31 janvier 1993.

Dans le cas où le service de consultation n'était pas disponible avant le 31 janvier 1993, le débiteur ne devrait pas être empêché d'obtenir sa libération automatique. Cependant une distinction doit être faite dans les cas où les séances de consultation sont offertes mais le failli a refusé ou a négligé de s'y rendre; dans ces cas le failli ne pourrait obtenir une libération automatique et une date devra être obtenue du tribunal pour l'audition de la demande de libération.

N'hésitez pas à communiquer avec notre bureau local pour toute information supplémentaire sur cette question.

Transitional Measures Regarding the Provision of Counselling to Bankrupts who Filed Prior to November 30, 1992

S. 58 and ss. 61(3) of the Act to amend the Bankruptcy Act and to amend the Income Tax Act in consequence thereof S.C. 1992, c. C-27.

Clarification has been requested as to the responsibility of trustees to provide counselling to debtors who became bankrupt prior to *November 30, 1992*.

In all cases it will be too late to provide the *first* counselling session to those bankrupts.

Trustees are strongly encouraged to provide the second counselling session either themselves or through the services of reputable counselling agencies that exist in most regions. In some instances, it may be impossible to provide counselling to bankrupts who would otherwise be entitled to their automatic discharge on January 31, 1993.

Where a bankrupt has not received counselling because the service was not offered prior to January 31, 1993 it should not bar the debtor from obtaining an automatic discharge. However, such cases should be distinguished from situations where counselling is offered but the bankrupt refuses or neglects to receive it; in those circumstances, the bankrupt would not be entitled to an automatic discharge and a date should be obtained from the Court for the hearing of the discharge application.

Should you have any question regarding this matter please contact our local office in your area.

Libération automatique : mesures transitoires concernant les indivi- dus ayant fait faillite avant le 30 avril 1992

Automatic Discharge: Transitional Provisions Regarding Individuals who Became Bankrupt Prior to April 30, 1992

Il semblerait qu'il existe une certaine confusion quant aux devoirs du syndic relativement au dépôt du rapport en vertu du paragraphe 170(1) et à l'envoi des avis aux créanciers pour les débiteurs déclarés faillis avant le 30 avril 1992.

Cette confusion résulte de l'interprétation que certains ont faite d'un paragraphe d'un document traitant des mesures transitoires distribué lors des récentes séances d'information tenues à travers le pays. Ce paragraphe stipulait que le failli serait libéré le 31 janvier 1993 même si le syndic n'avait pas déposé le rapport prévu ou envoyé l'avis requis aux créanciers. Ce paragraphe traitait des *conséquences pour le failli* lorsqu'un syndic ne s'acquittait pas de ses devoirs.

Certains ont interprété ce paragraphe comme ayant pour effet de dégager le syndic de l'obligation de s'acquitter de ses devoirs statutaires. La loi n'envisage pas une telle éventualité et nous n'avons aucune juridiction à cet égard. Par ailleurs, nous croyons que le rapport établi en vertu du paragraphe 170(1) est d'une importance primordiale pour aider les séquestres officiels à déterminer s'il y a lieu de produire une opposition à la libération d'un failli. Il est également évident que l'avis aux créanciers est indispensable afin de permettre à ceux-ci de présenter au tribunal leur opposition à la libération d'un failli en temps opportun.

C'est pourquoi les séquestres officiels ont reçu instruction de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer une conformité rigoureuse aux exigences de l'alinéa 61(3) de Loi modifiant la Loi sur la

Some confusion appears to exist regarding the duties of trustees to file 170(1) reports and send notice to creditors for debtors who have been declared bankrupt prior to April 30, 1992.

The confusion apparently arises from an interpretation given to a paragraph of a document dealing with transitional provisions which was distributed during the various Trustee Information sessions. One paragraph indicated that where a trustee failed to provide the necessary report and notice the bankrupt would nonetheless be discharged on January 31, 1993. That paragraph was dealing with the *consequences for the bankrupt* of the failure of a trustee to fulfil his duties.

Some have interpreted the paragraph as relieving the trustee from having to fulfill his/her duties. The Act does not contemplate such relief and consequently there is no jurisdiction to do so. We believe that the report required under subsection 170(1) is of primary importance in assisting the official receivers to decide whether they should oppose a particular bankruptcy discharge. It is also clear that the notice to creditors is essential if the creditors are to be provided with a timely opportunity to oppose the discharge of a bankrupt before the Court.

For these reasons the Official Receivers have been instructed to take all the necessary steps to ensure strict compliance with the requirements of subsection 61(3) of the Act to amend the Bankruptcy Act and

*faillite et la Loi de l'impôt sur le revenu en
conséquence L.C. (1992), ch. 27.*

N'hésitez pas à communiquer avec notre bureau
local pour toute question concernant la présente.

*to amend the Income Tax Act in consequence thereof
S.C. 1992, c. 27.*

Should you have any questions on this matter please
contact our local office in your area.

Droits payables pour le dépôt de faillites, propositions et mises sous séquestre.

À compter du 30 novembre 1992, tout dépôt de faillites, propositions et mises sous séquestre entraînera des droits payables au Receveur Général du Canada aux montants suivants:

Administration ordinaire:	150\$
Administration sommaire:50\$
Proposition commerciale:	150\$
Proposition de consommateur:50\$
Mise sous séquestre:70\$

Selon les articles 118(a),(b),(c) et 119 des *Règles sur la faillite et l'insolvabilité*, ces droits sont payables:

- i) lors du dépôt d'une cession;
- ii) lorsqu'une ordonnance de séquestre est rendue;
- iii) lors du dépôt d'une proposition faite par une personne insolvable;
- iv) lors du dépôt d'une proposition de consommateur;
- v) lors de l'envoi de l'avis au surintendant d'une mise sous séquestre.

La politique ci-joint prévoit le paiement mensuel de ces droits directement au Bureau du surintendant des faillites à Hull.

Nous suivrons attentivement le traitement de cette tarification et vous consulterons sur d'éventuelles améliorations.

George Redling
Surintendant des Faillites

Payment of Registration Fees for Bankruptcies, Proposals and Receiverships

Effective November 30, 1992, each registration of bankruptcies, proposals and receiverships will require the payment of a fee. The fee is payable to the Receiver General for Canada in the following amounts:

Ordinary Administration	\$150.
Summary Administration50.
Commercial Proposal	150.
Consumer Proposal50.
Receivership70.

The *Bankruptcy and Insolvency Rules*, sections 118(a), (b), (c) and 119, require that payment be made on:

- i) filing an assignment;
- ii) the making of a receiving order;
- iii) the filing of a copy of a proposal made by an insolvent person;
- iv) the filing of a copy of a consumer proposal;
- v) forwarding the notice of appointment as a receiver to the Superintendent.

The attached annex provides details on the policy, which requires monthly payment of registration fees directly to the Office of the Superintendent in Hull.

As the handling of registration fees is new, the situation will be monitored and your views sought on possible improvements.

George Redling
Superintendent of Bankruptcy

LOI SUR LA FAILLITE ET L'INSOLVABILITÉ

POLITIQUE CONCERNANT LES DROITS PAYABLES AU SURINTENDANT DES FAILLITES

1. Cette politique vise seulement les droits payables cités au articles 118 et 119 des *Règles sur la faillite et l'insolvabilité*.
2. On ne doit pas inclure des fonds relatifs aux dividendes non réclamés et aux actifs non distribués, etc. avec les frais d'enregistrement.
3. Les frais d'enregistrement ne seront pas requis au moment du dépôt des procédures auprès des bureaux régionaux.
4. Les droits payables seront effectués par les syndics, séquestres et administrateurs avant le quinzième jour du mois suivant le dépôt.
5. Les droits payables seront acquittés par chèque établi à l'ordre du Receveur général du Canada et envoyé à l'adresse suivante:

Direction des faillites
Consommation et Affaires commerciales Canada
Place du Portage, Phase II
Hull, Québec
K1A 0C9

6. Les informations suivantes devront accompagner les droits payables:
 - a) période couverte
 - b) nom du syndic
 - c) numéro du syndic
 - d) nom de l'actif
 - e) date du dépôt
 - f) numéro de l'actif (incluant le numéro du bureau de faillite)
 - g) genre de dossier (ordinaire, sommaire, proposition de consommateur, etc.)
 - h) droits payables

Le formulaire ci-joint doit être utilisé pour ces informations.

BANKRUPTCY AND INSOLVENCY ACT

POLICY FOR THE PAYMENT OF FEES TO THE SUPERINTENDENT OF BANKRUPTCY

1. This policy applies only to the payment of fees under sections 118 and 119 of the *Bankruptcy and Insolvency Rules*.
2. Monies concerning unclaimed dividends, undistributed assets etc. are not to be intermixed with payments for registration fees.
3. Bankruptcy offices throughout Canada will not require payment of registration fees at the time of filing.
4. Payment by trustees/receivers/administrators will be made by the 15th of the following month for filings occurring during the previous month.
5. Payment will be made in the form of one cheque payable to the Receiver General for Canada and forwarded to the following address:

Bankruptcy Branch
Consumer and Corporate Affairs Canada
Place du Portage, Phase II
Hull, Quebec
K1A 0C9

6. In support of the payment, the following information must be provided:
 - a) period covered
 - b) name of trustee
 - c) trustee number
 - d) name of estate
 - e) date of filing
 - f) estate number including district office prefix
 - g) type of file (ordinary, summary, consumer proposal, etc...)
 - h) fee

The attached format is to be used for the above information.

7. Le formulaire déjà en usage «Avis de paiement — Direction des faillites» sera utilisé pour les frais d'enregistrement. En complétant ce formulaire, il y aurait lieu d'indiquer à la case «Frais d'enregistrement» le montant des fonds remis et d'y joindre le chèque ainsi que le formulaire suggéré au paragraphe 6.

8. Aucun frais supplémentaire ne sera requis et aucun remboursement ne sera émis lors de modifications du genre de dossier.

9. Un état de compte mensuel énumérant les enregistrements en suspens sera envoyé aux syndics, administrateurs et séquestres.

7. You are requested to continue using the Bankruptcy Branch Remittance Advice to support payment of Registration fees. In completing this form, it is necessary only to insert the amount remitted in the registration fees box, and attach the cheque and information form described in 6 above.

8. Where a change of status occurs, no further fee is payable nor is a refund applicable.

9. A monthly statement of account, listing all outstanding registrations, will be sent to each trustee/administrator and receiver.

STATISTIQUES

FAILLITES

STATISTICS

BANKRUPTCIES

ANALYSE COMPARATIVE DES FAILLITES DÉPOSÉES AU COURS DES MOIS DE SEPTEMBRE 1992 & 1991
COMPARATIVE ANALYSIS OF TOTAL BANKRUPTCIES FILED IN THE MONTHS OF SEPTEMBER 1992 & 1991

GENRE DE FAILLITES ET DONNÉES CUMULATIVES
BANKRUPTCIES BY TYPE AND CUMULATIVE FIGURES

	Mois Courant — Current Month				Cumul pour l'année — Yearly to date			
	Consommateur Consumer	Affaire Business	Total Total	Année précédente Previous Year	Consommateur Consumer	Affaire Business	Total Total	Année précédente Previous Year
T.-N./Nfld.	59	15	74	(81)	514	126	640	(654)
N.-É./N.S.	158	76	234	(225)	1,491	642	2,133	(2,095)
I.P.-É./P.E.I.	5	0	5	(8)	38	29	67	(54)
N.-B./N.B.	56	28	84	(72)	418	225	643	(574)
Québec	1,413	418	1,831	(2,012)	12,343	3,989	16,332	(17,509)
Ontario	2,229	402	2,631	(2,369)	20,897	3,203	24,100	(21,842)
Manitoba	227	26	253	(242)	1,897	244	2,141	(2,174)
Saskatchewan	120	44	164	(159)	1,219	411	1,630	(1,692)
Alberta	503	136	639	(562)	4,510	1,117	5,627	(5,077)
C.-B./B.C.	393	81	474	(457)	3,780	829	4,609	(4,324)
T.N.-O./N.W.T.	1	1	2	(0)	8	7	15	(8)
Yukon	0	0	0	(1)	0	0	0	(8)
Canada	5,164	1,227	6,391	(6,188)	47,115	10,822	57,937	(56,011)

PROPOSITIONS

Septembre 1992

PROPOSALS

September 1992

	Mois courant — Current month	Cumul pour l'année — Yearly to date
	T.-N./Nfld.	0
N.-É./N.S.	1	8
I.P.-É./P.E.I.	0	0
N.-B./N.B.	1	5
Québec	23	158
Ontario	46	575
Manitoba	3	13
Saskatchewan	0	0
Alberta	2	11
C.-B./B.C.	4	88
T.N.-O./N.W.T.	0	0
Yukon	0	0
Canada	80	858

FAILLITES COMMERCIALES SIGNALÉES AU COURS DU MOIS DE SEPTEMBRE 1992, PAR PROVINCE, PAR GENRE
D'INDUSTRIE AVEC PASSIFS ET DONNÉES CUMULATIVES

BUSINESS BANKRUPTCIES REPORTED IN THE MONTH OF SEPTEMBER 1992, BY PROVINCE, BY TYPE OF
INDUSTRY WITH LIABILITIES AND CUMULATIVE FIGURES

	Mois Courant Current month		Cumul pour l'année Yearly to date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
TERRE-NEUVE/NEWFOUNDLAND				
Industries agricoles et de services connexes Agriculture & related service industries	0	0	0	0
Industries de la pêche et du piégeage Fishing & Trapping industries	1	9,400	18	361,967
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers Logging & Forestry industries	0	0	1	29,400
Industries des mines, carrières et puits de pétrole Mining, quarrying & oil well industries	0	0	0	0
Industries manufacturières Manufacturing industries	3	96,350	7	522,225
Industries de la construction Construction industries.....	4	1,092,074	28	40,111,053
Industries du transport et de l'entreposage Transportation & storage industries.....	1	22,800	12	568,350
Industries des communications et des services publics Communication & other utility industries	0	0	0	0
Industries du commerce de gros Wholesale trade industries.....	1	535,427	5	3,391,214
Industries du commerce de détail Retail trade industries	0	0	22	6,481,701
Industries des intermédiaires financiers et des assurances Finance & Insurance industries	0	0	2	164,510
Industries services immobiliers et agences d'assurances Real estate operations & insurance agencies industries ...	0	0	4	63,685
Industries des services aux entreprises Business service industries.....	0	0	5	532,604
Industries des services gouvernementaux Government service industries	0	0	0	0
Industries des services d'enseignement Educational service industries	0	0	0	0
Industries des services de soins santé et services sociaux Health & social service industries.....	0	0	5	142,809
Industries de l'hébergement et de la restauration Accommodation food & beverage service industries	2	138,536	10	836,776
Autres industries de services Other service industries	3	485,709	7	674,764
Total	15	2,380,296	126	53,881,058

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
NOUVELLE-ÉCOSSE/NOVA SCOTIA				
Industries agricoles et de services connexes Agriculture & related service industries	1	544,823	9	3,964,916
Industries de la pêche et du piégeage Fishing & Trapping industries	20	391,754	153	5,152,457
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers Logging & Forestry industries	0	0	9	587,497
Industries des mines, carrières et puits de pétrole Mining, quarrying & oil well industries	0	0	0	0
Industries manufacturières Manufacturing industries	6	2,444,990	24	12,193,056
Industries de la construction Construction industries.....	10	1,390,152	88	18,433,336
Industries du transport et de l'entreposage Transportation & storage industries.....	1	4,689	47	3,175,154
Industries des communications et des services publics Communication & other utility industries	0	0	5	597,575
Industries du commerce de gros Wholesale trade industries.....	2	421,457	25	2,458,824
Industries du commerce de détail Retail trade industries	15	1,071,551	109	12,342,383
Industries des intermédiaires financiers et des assurances Finance & Insurance industries	3	264,607	10	4,573,965
Industries services immobiliers et agences d'assurances Real estate operations & insurance agencies industries ...	0	0	17	3,048,686
Industries des services aux entreprises Business service industries.....	6	517,795	33	6,859,282
Industries des services gouvernementaux Government service industries	0	0	0	0
Industries des services d'enseignement Educational service industries	0	0	2	197,538
Industries des services de soins santé et services sociaux Health & social service industries.....	2	1,589,023	10	11,874,581
Industries de l'hébergement et de la restauration Accommodation food & beverage service industries	4	317,134	50	10,840,973
Autres industries de services Other service industries	6	173,859	51	2,388,124
Total	76	9,131,834	642	98,688,347

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
ILE DU PRINCE-ÉDOUARD/PRINCE EDWARD ISLAND				
Industries agricoles et de services connexes Agriculture & related service industries	0	0	1	177,771
Industries de la pêche et du piègeage Fishing & Trapping industries	0	0	5	238,680
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers Logging & Forestry industries	0	0	0	0
Industries des mines, carrières et puits de pétrole Mining, quarrying & oil well industries	0	0	0	0
Industries manufacturières Manufacturing industries	0	0	2	1,419,749
Industries de la construction Construction industries.....	0	0	4	521,241
Industries du transport et de l'entreposage Transportation & storage industries.....	0	0	1	58,225
Industries des communications et des services publics Communication & other utility industries	0	0	1	171,568
Industries du commerce de gros Wholesale trade industries.....	0	0	0	0
Industries du commerce de détail Retail trade industries	0	0	8	1,708,706
Industries des intermédiaires financiers et des assurances Finance & Insurance industries	0	0	0	0
Industries services immobiliers et agences d'assurances Real estate operations & insurance agencies industries ...	0	0	0	0
Industries des services aux entreprises Business service industries.....	0	0	0	0
Industries des services gouvernementaux Government service industries	0	0	0	0
Industries des services d'enseignement Educational service industries	0	0	0	0
Industries des services de soins santé et services sociaux Health & social service industries.....	0	0	3	97,888
Industries de l'hébergement et de la restauration Accommodation food & beverage service industries	0	0	3	5,150,863
Autres industries de services Other service industries	0	0	1	21,474
Total	0	0	29	9,566,165

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
NOUVEAU-BRUNSWICK/NEW BRUNSWICK				
Industries agricoles et de services connexes				
Agriculture & related service industries	0	0	2	212,100
Industries de la pêche et du piégeage				
Fishing & Trapping industries	2	15,237	9	1,212,625
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers				
Logging & Forestry industries	0	0	5	421,108
Industries des mines, carrières et puits de pétrole				
Mining, quarrying & oil well industries	0	0	0	0
Industries manufacturières				
Manufacturing industries	1	286,019	13	3,156,734
Industries de la construction				
Construction industries.....	6	788,711	37	4,083,929
Industries du transport et de l'entreposage				
Transportation & storage industries.....	6	416,196	20	1,268,491
Industries des communications et des services publics				
Communication & other utility industries	0	0	2	65,325
Industries du commerce de gros				
Wholesale trade industries.....	0	0	18	1,773,619
Industries du commerce de détail				
Retail trade industries	3	157,426	46	13,461,586
Industries des intermédiaires financiers et des assurances				
Finance & Insurance industries	2	92,347	4	127,057
Industries services immobiliers et agences d'assurances				
Real estate operations & insurance agencies industries ...	0	0	13	1,808,882
Industries des services aux entreprises				
Business service industries.....	4	183,377	8	296,456
Industries des services gouvernementaux				
Government service industries	0	0	0	0
Industries des services d'enseignement				
Educational service industries	0	0	1	14,500
Industries des services de soins santé et services sociaux				
Health & social service industries.....	0	0	2	706,730
Industries de l'hébergement et de la restauration				
Accommodation food & beverage service industries	2	885,033	22	4,641,304
Autres industries de services				
Other service industries	2	67,150	23	2,448,003
Total	28	2,891,496	225	35,698,449

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
QUÉBEC				
Industries agricoles et de services connexes				
Agriculture & related service industries	2	405,266	46	9,512,167
Industries de la pêche et du piègeage				
Fishing & Trapping industries	2	382,516	3	409,297
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers				
Logging & Forestry industries	9	880,868	58	6,079,371
Industries des mines, carrières et puits de pétrole				
Mining, quarrying & oil well industries	0	0	6	6,603,770
Industries manufacturières				
Manufacturing industries	45	21,415,385	401	185,902,706
Industries de la construction				
Construction industries.....	36	4,278,759	438	106,199,918
Industries du transport et de l'entreposage				
Transportation & storage industries.....	27	2,815,754	161	19,992,094
Industries des communications et des services publics				
Communication & other utility industries	2	19,862	18	3,306,043
Industries du commerce de gros				
Wholesale trade industries.....	29	56,102,556	352	205,029,427
Industries du commerce de détail				
Retail trade industries	103	44,423,108	964	216,888,498
Industries des intermédiaires financiers et des assurances				
Finance & Insurance industries	2	149,874	27	1,794,076,751
Industries services immobiliers et agences d'assurances				
Real estate operations & insurance agencies industries ...	10	10,634,532	114	143,992,084
Industries des services aux entreprises				
Business service industries.....	27	7,434,777	225	74,796,163
Industries des services gouvernementaux				
Government service industries	0	0	8	650,730
Industries des services d'enseignement				
Educational service industries	0	0	3	108,924
Industries des services de soins santé et services sociaux				
Health & social service industries.....	6	606,455	78	20,402,444
Industries de l'hébergement et de la restauration				
Accommodation food & beverage service industries	77	11,095,100	662	126,186,188
Autres industries de services				
Other service industries	41	15,422,827	425	128,529,118
Total	418	176,067,639	3,989	3,048,665,693

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
ONTARIO				
Industries agricoles et de services connexes Agriculture & related service industries	4	364,750	23	3,103,797
Industries de la pêche et du piègeage Fishing & Trapping industries	0	0	2	34,535
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers Logging & Forestry industries	0	0	10	6,005,736
Industries des mines, carrières et puits de pétrole Mining, quarrying & oil well industries	0	0	3	312,211
Industries manufacturières Manufacturing industries	31	22,095,781	242	129,649,587
Industries de la construction Construction industries.....	70	21,950,688	540	197,275,433
Industries du transport et de l'entreposage Transportation & storage industries.....	16	889,851	180	35,102,610
Industries des communications et des services publics Communication & other utility industries	2	51,689	20	9,256,418
Industries du commerce de gros Wholesale trade industries.....	36	2,642,591	218	145,939,821
Industries du commerce de détail Retail trade industries	85	20,600,710	752	353,111,960
Industries des intermédiaires financiers et des assurances Finance & Insurance industries	7	4,110,019	71	52,333,342
Industries services immobiliers et agences d'assurances Real estate operations & insurance agencies industries ...	18	7,402,363	104	248,784,475
Industries des services aux entreprises Business service industries.....	38	107,068,375	261	165,532,269
Industries des services gouvernementaux Government service industries	1	34,469	4	1,472,334
Industries des services d'enseignement Educational service industries	2	1,646,711	11	3,145,282
Industries des services de soins santé et services sociaux Health & social service industries.....	7	5,962,541	52	36,191,488
Industries de l'hébergement et de la restauration Accommodation food & beverage service industries	50	7,318,839	405	91,347,000
Autres industries de services Other service industries	35	9,881,518	305	111,100,188
Total	402	212,020,895	3,203	1,589,698,486

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
MANITOBA				
Industries agricoles et de services connexes Agriculture & related service industries	0	0	9	690,533
Industries de la pêche et du piègeage Fishing & Trapping industries	0	0	0	0
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers Logging & Forestry industries	0	0	0	0
Industries des mines, carrières et puits de pétrole Mining, quarrying & oil well industries	0	0	1	39,900
Industries manufacturières Manufacturing industries	3	1,288,912	12	4,852,088
Industries de la construction Construction industries.....	4	1,182,701	33	4,329,034
Industries du transport et de l'entreposage Transportation & storage industries.....	0	0	12	1,495,301
Industries des communications et des services publics Communication & other utility industries	0	0	1	46,745
Industries du commerce de gros Wholesale trade industries.....	4	539,100	16	4,641,989
Industries du commerce de détail Retail trade industries	6	217,585	59	74,836,899
Industries des intermédiaires financiers et des assurances Finance & Insurance industries	0	0	1	145,835
Industries services immobiliers et agences d'assurances Real estate operations & insurance agencies industries ...	0	0	17	16,053,913
Industries des services aux entreprises Business service industries.....	1	125,775	10	1,965,486
Industries des services gouvernementaux Government service industries	0	0	0	0
Industries des services d'enseignement Educational service industries	0	0	0	0
Industries des services de soins santé et services sociaux Health & social service industries.....	0	0	1	126,149
Industries de l'hébergement et de la restauration Accommodation food & beverage service industries	5	362,764	52	8,144,010
Autres industries de services Other service industries	3	35,098	20	2,031,763
Total	26	3,751,935	244	119,399,645

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
SASKATCHEWAN				
Industries agricoles et de services connexes				
Agriculture & related service industries	8	1,479,628	157	28,234,242
Industries de la pêche et du piègeage				
Fishing & Trapping industries	0	0	0	0
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers				
Logging & Forestry industries	1	201,744	1	201,744
Industries des mines, carrières et puits de pétrole				
Mining, quarrying & oil well industries	0	0	0	0
Industries manufacturières				
Manufacturing industries	1	106,561	22	12,236,036
Industries de la construction				
Construction industries.....	4	131,206	21	7,110,770
Industries du transport et de l'entreposage				
Transportation & storage industries.....	2	138,279	10	1,413,616
Industries des communications et des services publics				
Communication & other utility industries	0	0	2	83,980
Industries du commerce de gros				
Wholesale trade industries.....	1	19,115	3	299,573
Industries du commerce de détail				
Retail trade industries	14	1,862,901	94	18,118,781
Industries des intermédiaires financiers et des assurances				
Finance & Insurance industries	0	0	1	2,169,322
Industries services immobiliers et agences d'assurances				
Real estate operations & insurance agencies industries ...	3	549,996	12	2,186,911
Industries des services aux entreprises				
Business service industries.....	2	283,699	15	3,211,917
Industries des services gouvernementaux				
Government service industries	0	0	0	0
Industries des services d'enseignement				
Educational service industries	0	0	0	0
Industries des services de soins santé et services sociaux				
Health & social service industries	0	0	5	2,193,570
Industries de l'hébergement et de la restauration				
Accommodation food & beverage service industries	4	775,918	33	3,158,108
Autres industries de services				
Other service industries	4	121,928	35	3,946,391
Total	44	5,670,975	411	84,564,961

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
ALBERTA				
Industries agricoles et de services connexes Agriculture & related service industries	4	346,068	61	12,675,500
Industries de la pêche et du piègeage Fishing & Trapping industries	0	0	0	0
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers Logging & Forestry industries	4	279,069	9	593,403
Industries des mines, carrières et puits de pétrole Mining, quarrying & oil well industries	2	288,954	38	11,563,956
Industries manufacturières Manufacturing industries	7	4,264,229	48	15,801,763
Industries de la construction Construction industries.....	21	1,918,764	181	35,168,960
Industries du transport et de l'entreposage Transportation & storage industries.....	19	1,232,911	125	12,485,073
Industries des communications et des services publics Communication & other utility industries	3	314,356	24	1,635,797
Industries du commerce de gros Wholesale trade industries.....	7	1,774,771	56	8,195,636
Industries du commerce de détail Retail trade industries	24	2,788,508	211	31,028,199
Industries des intermédiaires financiers et des assurances Finance & Insurance industries	0	0	11	5,579,560
Industries services immobiliers et agences d'assurances Real estate operations & insurance agencies industries ...	4	758,523	42	13,909,049
Industries des services aux entreprises Business service industries.....	11	2,394,780	99	21,759,924
Industries des services gouvernementaux Government service industries	0	0	1	262,000
Industries des services d'enseignement Educational service industries	2	106,415	3	123,276
Industries des services de soins santé et services sociaux Health & social service industries.....	3	333,344	17	2,517,094
Industries de l'hébergement et de la restauration Accommodation food & beverage service industries	14	1,525,983	107	48,334,960
Autres industries de services Other service industries	11	911,389	84	14,595,713
Total	136	19,238,064	1,117	236,229,863

* Tel que déclaré par les débiteurs
* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors
* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
COLOMBIE-BRITANNIQUE/BRITISH COLUMBIA				
Industries agricoles et de services connexes Agriculture & related service industries	5	778,207	14	1,777,888
Industries de la pêche et du piégeage Fishing & Trapping industries	0	0	1	119,000
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers Logging & Forestry industries	6	855,121	51	4,939,643
Industries des mines, carrières et puits de pétrole Mining, quarrying & oil well industries	0	0	4	27,307,794
Industries manufacturières Manufacturing industries	5	1,033,712	92	33,553,299
Industries de la construction Construction industries.....	21	2,305,518	136	23,474,747
Industries du transport et de l'entreposage Transportation & storage industries.....	6	472,947	76	13,941,212
Industries des communications et des services publics Communication & other utility industries	0	0	6	402,697
Industries du commerce de gros Wholesale trade industries.....	4	238,928	56	27,616,085
Industries du commerce de détail Retail trade industries	11	1,343,007	137	17,396,231
Industries des intermédiaires financiers et des assurances Finance & Insurance industries	1	3,610,285	13	15,081,310
Industries services immobiliers et agences d'assurances Real estate operations & insurance agencies industries ...	0	0	16	27,561,309
Industries des services aux entreprises Business service industries.....	7	1,762,882	72	28,908,383
Industries des services gouvernementaux Government service industries	0	0	10	1,001,773
Industries des services d'enseignement Educational service industries	0	0	1	212,060
Industries des services de soins santé et services sociaux Health & social service industries.....	3	269,514	11	1,859,872
Industries de l'hébergement et de la restauration Accommodation food & beverage service industries	11	6,290,540	70	16,455,285
Autres industries de services Other service industries	1	65,999	63	45,877,950
Total	81	19,026,660	829	287,486,538

* Tel que déclaré par les débiteurs
* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors
* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
TERRITOIRES DU NORD-OUEST/NORTHWEST TERRITORIES				
Industries agricoles et de services connexes Agriculture & related service industries	0	0	0	0
Industries de la pêche et du piégeage Fishing & Trapping industries	0	0	0	0
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers Logging & Forestry industries	0	0	0	0
Industries des mines, carrières et puits de pétrole Mining, quarrying & oil well industries	0	0	0	0
Industries manufacturières Manufacturing industries	0	0	0	0
Industries de la construction Construction industries.....	0	0	3	518,261
Industries du transport et de l'entreposage Transportation & storage industries.....	0	0	0	0
Industries des communications et des services publics Communication & other utility industries	0	0	0	0
Industries du commerce de gros Wholesale trade industries.....	0	0	0	0
Industries du commerce de détail Retail trade industries	1	924,800	2	1,149,324
Industries des intermédiaires financiers et des assurances Finance & Insurance industries	0	0	0	0
Industries services immobiliers et agences d'assurances Real estate operations & insurance agencies industries ...	0	0	0	0
Industries des services aux entreprises Business service industries.....	0	0	0	0
Industries des services gouvernementaux Government service industries	0	0	0	0
Industries des services d'enseignement Educational service industries	0	0	0	0
Industries des services de soins santé et services sociaux Health & social service industries.....	0	0	0	0
Industries de l'hébergement et de la restauration Accommodation food & beverage service industries	0	0	2	296,968
Autres industries de services Other service industries	0	0	0	0
Total	1	924,800	7	1,964,553

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
YUKON				
Industries agricoles et de services connexes Agriculture & related service industries	0	0	0	0
Industries de la pêche et du piégeage Fishing & Trapping industries	0	0	0	0
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers Logging & Forestry industries	0	0	0	0
Industries des mines, carrières et puits de pétrole Mining, quarrying & oil well industries	0	0	0	0
Industries manufacturières Manufacturing industries	0	0	0	0
Industries de la construction Construction industries.....	0	0	0	0
Industries du transport et de l'entreposage Transportation & storage industries.....	0	0	0	0
Industries des communications et des services publics Communication & other utility industries	0	0	0	0
Industries du commerce de gros Wholesale trade industries.....	0	0	0	0
Industries du commerce de détail Retail trade industries	0	0	0	0
Industries des intermédiaires financiers et des assurances Finance & Insurance industries	0	0	0	0
Industries services immobiliers et agences d'assurances Real estate operations & insurance agencies industries ...	0	0	0	0
Industries des services aux entreprises Business service industries.....	0	0	0	0
Industries des services gouvernementaux Government service industries	0	0	0	0
Industries des services d'enseignement Educational service industries	0	0	0	0
Industries des services de soins santé et services sociaux Health & social service industries.....	0	0	0	0
Industries de l'hébergement et de la restauration Accommodation food & beverage service industries	0	0	0	0
Autres industries de services Other service industries	0	0	0	0
Total	0	0	0	0

* Tel que déclaré par les débiteurs
* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors
* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
CANADA				
Industries agricoles et de services connexes Agriculture & related service industries	24	3,918,742	322	60,348,914
Industries de la pêche et du piègeage Fishing & Trapping industries	25	798,907	191	7,528,561
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers Logging & Forestry industries	20	2,216,802	144	18,857,902
Industries des mines, carrières et puits de pétrole Mining, quarrying & oil well industries	2	288,954	52	45,827,631
Industries manufacturières Manufacturing industries	102	53,031,939	863	399,287,243
Industries de la construction Construction industries.....	176	35,038,573	1,509	437,226,682
Industries du transport et de l'entreposage Transportation & storage industries.....	78	5,993,427	644	89,500,126
Industries des communications et des services publics Communication & other utility industries	7	385,907	79	15,566,148
Industries du commerce de gros Wholesale trade industries.....	84	62,273,945	749	399,346,188
Industries du commerce de détail Retail trade industries	262	73,389,596	2,404	746,524,268
Industries des intermédiaires financiers et des assurances Finance & Insurance industries	15	8,227,132	140	1,874,251,652
Industries services immobiliers et agences d'assurances Real estate operations & insurance agencies industries ...	35	19,345,414	339	457,408,994
Industries des services aux entreprises Business service industries.....	96	119,771,460	728	303,862,484
Industries des services gouvernementaux Government service industries	1	34,469	23	3,386,837
Industries des services d'enseignement Educational service industries	4	1,753,126	21	3,801,580
Industries des services de soins santé et services sociaux Health & social service industries.....	21	8,760,877	184	76,112,625
Industries de l'hébergement et de la restauration Accommodation food & beverage service industries	169	28,709,847	1,416	315,392,435
Autres industries de services Other service industries	106	27,165,477	1,014	311,613,488
Total	1,227	451,104,594	10,822	5,565,843,758

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

**FAILLITES
ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES EN SEPTEMBRE 1992
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES
AND PROPOSALS
REPORTED IN SEPTEMBER 1992
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals	Total Total	Actif Assets	Passif Liabilities
T.-N./NFLD.						
ST-JOHN'S	26	8	0	34	1,692,315	2,786,761
AUTRES/OTHERS	33	7	0	40	443,770	893,442
TOTAL	59	15	0	74	2,136,085	3,680,203
N.-É./N.S.						
HALIFAX	62	23	1	86	16,686,201	15,929,440
SYDNEY	16	4	0	20	145,500	375,574
SYDNEY MINES	4	2	0	6	113,450	116,898
AUTRES/OTHERS	76	47	0	123	2,233,289	5,402,983
TOTAL	158	76	1	235	19,178,440	21,824,895
I.P.-É./P.E.I.						
CHARLOTTETOWN	3	0	0	3	4,399	39,782
AUTRES/OTHERS	2	0	0	2	2,873	79,070
TOTAL	5	0	0	5	7,272	118,852
N.-B./N.B.						
FREDERICTON	7	2	0	9	26,261	235,583
MONCTON	4	5	1	10	482,455	1,468,716
SAINT-JOHN	9	3	0	12	271,200	455,048
AUTRES/OTHERS	36	18	0	54	954,278	2,935,677
TOTAL	56	28	1	85	1,734,194	5,095,024
QUÉBEC						
BAIE-COMEAU	1	2	0	3	5,716	17,841
CHICOUTIMI-JONQUIÈRE	20	8	0	28	1,400,146	1,226,025
DRUMMONDVILLE	11	6	0	17	341,350	647,232
GRANBY	30	1	0	31	515,240	800,726
HULL/GATINEAU/AYLMER	103	8	2	113	2,244,903	4,699,450
MONTRÉAL	550	150	4	704	53,780,907	154,036,585
QUÉBEC	99	36	9	144	10,709,701	15,310,409
RIMOUSKI	10	4	0	14	362,650	424,317
ROUYN	7	3	0	10	155,085	367,867
SALLABERRY DE VALLEYFIELD	11	2	0	13	1,563,962	2,521,445
SHAWINIGAN	9	5	0	14	194,485	708,988
SHERBROOKE	15	6	0	21	735,985	1,033,301
SOREL	9	3	0	12	169,050	621,372
ST-HYACINTHE	8	2	1	11	929,504	2,540,768
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU	21	1	0	22	41,700	1,152,282
ST-JERÔME	13	5	0	18	1,014,283	1,360,248
THETFORD MINES	6	1	0	7	26,976	159,256
TROIS-RIVIÈRES	21	6	1	28	1,597,145	2,858,307
VICTORIAVILLE	12	2	0	14	514,994	671,010
AUTRES/OTHERS	457	167	6	630	24,519,948	54,292,143
TOTAL	1,413	418	23	1,854	100,823,730	245,449,572

**FAILLITES
ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES EN SEPTEMBRE 1992
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES
AND PROPOSALS
REPORTED IN SEPTEMBER 1992
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals	Total Total	Actif Assets	Passif Liabilities
ONTARIO						
BARRIE	26	8	0	34	1,696,450	2,914,105
BELLEVILLE	8	3	0	11	97,702	560,240
BRANTFORD	25	10	0	35	2,394,228	3,744,338
BROCKVILLE	4	2	0	6	68,100	228,211
CHATHAM	12	0	0	12	38,120	524,768
CORNWALL	11	3	0	14	250,550	1,137,175
GUELPH	21	1	0	22	964,873	1,915,782
HAMILTON	116	21	4	141	7,736,289	10,915,933
KINGSTON	22	2	2	26	261,127	956,094
KITCHENER	60	7	2	69	1,694,393	4,709,126
LONDON	59	6	1	66	1,444,880	2,271,908
MIDLAND	7	1	0	8	448,550	624,100
NORTH BAY	21	5	0	26	950,857	7,163,200
ORILLIA	7	1	0	8	329,351	659,757
OSHAWA	48	11	1	60	3,058,251	5,189,706
OTTAWA	102	30	11	143	5,926,779	12,447,698
OWEN SOUND	2	2	0	4	121,752	178,335
PETERBOROUGH	29	7	0	36	1,126,325	15,804,874
SARNIA	16	3	0	19	368,500	521,309
SAULT-STÉ-MARIE	18	1	0	19	294,060	616,563
ST-CATHARINES/NIAGARA	77	13	0	90	4,663,803	6,106,058
STRATFORD	1	0	0	1	1,500	12,679
SUDBURY	35	4	0	39	1,425,087	1,988,591
THUNDER BAY	6	0	0	6	92,912	187,275
TORONTO	904	146	18	1,068	69,495,524	238,362,864
TRENTON	8	2	0	10	61,957	232,494
WINDSOR	20	4	0	24	831,324	3,337,326
AUTRES/OTHERS	564	109	7	680	27,560,310	50,367,995
TOTAL	2,229	402	46	2,677	133,403,554	373,678,504
MANITOBA						
WINNIPEG	169	14	2	185	4,334,195	7,608,916
AUTRES/OTHERS	58	12	1	71	1,414,234	2,517,595
TOTAL	227	26	3	256	5,748,429	10,126,511
SASKATCHEWAN						
MOOSE JAW	7	1	0	8	111,320	317,637
PRINCE ALBERT	4	1	0	5	62,995	148,774
REGINA	34	5	0	39	1,102,255	2,727,869
SASKATOON	36	11	0	47	1,424,533	2,475,521
AUTRES/OTHERS	39	26	0	65	2,324,317	4,686,532
TOTAL	120	44	0	164	5,025,420	10,356,333

**FAILLITES
ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES EN SEPTEMBRE 1992
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES
AND PROPOSALS
REPORTED IN SEPTEMBER 1992
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals	Total Total	Actif Assets	Passif Liabilities
ALBERTA						
CALGARY	214	35	1	250	9,144,486	14,931,885
EDMONTON	135	39	0	174	6,351,747	11,345,650
MEDICINE HAT	11	7	0	18	511,952	759,894
AUTRES/OTHERS	143	55	1	199	6,732,287	9,255,432
TOTAL	503	136	2	641	22,740,472	36,292,861
C.-B./B.C.						
CHILLIWACK	12	0	0	12	36,466	245,833
COURTENAY	2	1	0	3	3,091	67,788
KAMLOOPS	12	2	1	15	496,395	1,396,522
KELOWNA	23	3	1	27	595,901	595,244
NANAIMO	7	3	0	10	29,610	222,847
PRINCE-GEORGE	17	1	0	18	547,441	1,736,831
TERRACE	2	0	0	2	70,800	1,248,667
VANCOUVER	191	28	1	220	5,278,856	16,263,163
VERNON	3	3	0	6	28,466	182,968
VICTORIA	30	10	0	40	554,253	5,022,214
AUTRES/OTHERS	94	30	1	125	3,738,032	11,398,488
TOTAL	393	81	4	478	11,379,311	38,380,565
T.N.-O./N.W.T.						
TOTAL	1	1	0	2	500,400	964,800
YUKON						
TOTAL	0	0	0	0	0	0
CANADA						
TOTAL	5,164	1,227	80	6,471	302,677,307	745,968,120

**FAILLITES ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES AU COURS
DES NEUF PREMIERS MOIS DE 1992
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES AND PROPOSALS
REPORTED FOR THE FIRST
NINE MONTHS OF 1992
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals	Total Total	Actif Assets	Passif Liabilities
T.-N./NFLD.						
ST-JOHN'S	168	43	0	211	7,309,426	13,048,916
AUTRES/OTHERS	346	83	0	429	27,574,049	51,781,783
TOTAL	514	126	0	640	34,883,475	64,830,699
N.-É./N.S.						
HALIFAX	555	220	5	780	40,454,840	76,966,773
SYDNEY	157	46	3	206	4,207,779	8,174,540
SYDNEY MINES	29	10	0	39	596,926	1,366,269
AUTRES/OTHERS	750	366	0	1,116	34,875,320	61,999,950
TOTAL	1,491	642	8	2,141	80,134,865	148,507,532
I.P.-É./P.E.I.						
CHARLOTTETOWN	15	8	0	23	365,868	1,036,623
AUTRES/OTHERS	23	21	0	44	4,992,462	9,665,942
TOTAL	38	29	0	67	5,358,330	10,702,565
N.-B./N.B.						
FREDERICTON	38	10	2	50	468,166	1,586,406
MONCTON	79	54	1	134	8,219,744	14,325,808
SAINT-JOHN	65	22	0	87	1,873,873	5,700,700
AUTRES/OTHERS	236	139	2	377	15,907,650	29,776,218
TOTAL	418	225	5	648	26,469,433	51,389,132
QUÉBEC						
BAIE-COMEAU	20	6	0	26	692,249	1,006,251
CHICOUTIMI-JONQUIÈRE	201	91	3	295	31,906,115	50,054,218
DRUMMONDVILLE	93	32	2	127	13,812,630	23,047,945
GRANBY	160	45	0	205	6,198,090	11,063,365
HULL/GATINEAU/AYLMER	825	112	23	960	23,916,482	58,679,101
MONTRÉAL	5,487	1,495	38	7,020	459,218,119	1,102,642,775
QUÉBEC	965	344	36	1,345	62,044,187	130,589,103
RIMOUSKI	86	24	2	112	2,973,687	3,786,495
ROUYN	54	11	0	65	1,787,373	3,280,249
SALLABERRY DE VALLEYFIELD	65	23	0	88	4,072,954	7,248,175
SHAWINIGAN	66	29	0	95	3,635,007	14,977,725
SHERBROOKE	159	69	1	229	6,384,585	13,374,142
SOREL	54	19	0	73	1,691,730	6,710,212
ST-HYACINTHE	63	17	2	82	3,717,521	7,147,649
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU	123	25	1	149	2,268,441	9,739,606
ST-JERÔME	106	39	1	146	5,711,463	12,318,886
THETFORD MINES	28	16	1	45	2,699,901	5,729,570
TROIS-RIVIÈRES	171	95	2	268	11,321,304	25,140,207
VICTORIAVILLE	60	40	1	101	2,724,933	6,133,775
AUTRES/OTHERS	3,557	1,457	45	5,059	253,664,161	2,290,592,336
TOTAL	12,343	3,989	158	16,490	900,440,932	3,783,261,785

**FAILLITES ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES AU COURS
DES NEUF PREMIERS MOIS DE 1992
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES AND PROPOSALS
REPORTED FOR THE FIRST
NINE MONTHS OF 1992
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals	Total Total	Actif Assets	Passif Liabilities
ONTARIO						
BARRIE	307	57	0	364	14,861,661	56,217,209
BELLEVILLE	89	20	8	117	2,038,034	5,870,552
BRANTFORD	194	53	0	247	12,010,984	18,990,175
BROCKVILLE	34	9	0	43	555,845	1,324,277
CHATHAM	85	13	0	98	1,493,636	3,810,905
CORNWALL	114	17	0	131	3,174,971	6,296,459
GUELPH	120	13	14	147	4,737,864	10,161,988
HAMILTON	1,106	150	17	1,273	73,413,811	138,780,801
KINGSTON	247	43	44	334	8,996,362	26,745,889
KITCHENER	607	131	14	752	38,007,663	90,562,271
LONDON	580	101	26	707	17,038,807	29,447,647
MIDLAND	44	6	0	50	1,825,012	3,387,786
NORTH BAY	206	21	0	227	5,179,720	15,417,718
ORILLIA	74	22	0	96	2,566,431	10,594,351
OSHAWA	613	69	19	701	46,325,440	87,655,900
OTTAWA	1,099	236	63	1,398	38,523,311	124,463,773
OWEN SOUND	33	8	0	41	1,544,224	1,934,046
PETERBOROUGH	202	27	1	230	10,384,691	29,989,735
SARNIA	134	21	3	158	5,389,017	8,594,291
SAULT-STE-MARIE	183	8	0	191	2,519,723	6,958,993
ST-CATHARINES/NIAGARA	559	76	6	641	24,448,077	41,183,439
STRATFORD	32	7	0	39	891,515	1,728,069
SUDBURY	318	17	1	336	7,257,840	13,718,538
THUNDER BAY	89	11	16	116	1,741,501	7,397,029
TORONTO	8,534	1,141	237	9,912	719,182,629	1,808,950,649
TRENTON	58	9	6	73	880,426	2,397,891
WINDSOR	320	45	9	374	12,616,793	24,903,097
AUTRES/OTHERS	4,916	872	91	5,879	289,935,521	547,324,369
TOTAL	20,897	3,203	575	24,675	1,347,541,509	3,124,807,847
MANITOBA						
WINNIPEG	1,448	151	7	1,606	89,131,652	166,214,933
AUTRES/OTHERS	449	93	6	548	14,439,359	21,859,146
TOTAL	1,897	244	13	2,154	103,571,011	188,074,079
SASKATCHEWAN						
MOOSE JAW	56	15	0	71	2,087,473	4,230,042
PRINCE ALBERT	52	10	0	62	1,109,916	2,006,779
REGINA	350	55	0	405	14,630,246	28,627,561
SASKATOON	385	80	0	465	20,392,844	35,446,873
AUTRES/OTHERS	376	251	0	627	31,030,507	67,772,725
TOTAL	1,219	411	0	1,630	69,250,986	138,083,980

**FAILLITES ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES AU COURS
DES NEUF PREMIERS MOIS DE 1992
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES AND PROPOSALS
REPORTED FOR THE FIRST
NINE MONTHS OF 1992
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals	Total Total	Actif Assets	Passif Liabilities
ALBERTA						
CALGARY	1,842	337	3	2,182	89,580,514	179,223,941
EDMONTON	1,217	305	0	1,522	51,424,786	80,930,542
MEDICINE HAT	113	30	0	143	4,504,936	6,082,479
AUTRES/OTHERS	1,338	445	8	1,791	81,211,571	130,943,931
TOTAL	4,510	1,117	11	5,638	226,721,807	397,180,893
C.-B./B.C.						
CHILLIWACK	55	7	0	62	779,872	2,319,355
COURTENAY	36	13	0	49	588,410	2,471,819
KAMLOOPS	102	17	1	120	1,866,322	5,935,027
KELOWNA	122	37	2	161	1,942,501	7,192,014
NANAIMO	80	19	0	99	594,260	4,441,603
PRINCE-GEORGE	127	24	0	151	1,970,478	19,915,304
TERRACE	20	6	0	26	340,005	1,963,945
VANCOUVER	1,963	376	71	2,410	61,318,959	287,929,079
VERNON	19	15	0	34	1,255,875	2,635,117
VICTORIA	354	54	3	411	4,029,466	20,445,615
AUTRES/OTHERS	902	261	11	1,174	23,008,870	73,442,410
TOTAL	3,780	829	88	4,697	97,695,018	428,691,288
T.N.-O./N.W.T.						
TOTAL	8	7	0	15	791,298	2,155,785
YUKON						
TOTAL	0	0	0	0	0	0
CANADA						
TOTAL	47,115	10,822	858	58,795	2,892,858,664	8,337,685,585 *

* Inclus le passif de \$1,145,022,000 de Castor Holding Ltd contre laquelle une ORDONNANCE DE SÉQUESTRE a été rendue en juillet 1992. La date effective de faillite est le 26 mars 1992, soit la date du dépôt de la requête en faillite.

* Includes the \$1,145,022,000 liabilities of Castor Holding Ltd against whom a RECEIVING ORDER was issued in July 1992. The effective date of bankruptcy is March 26, 1992, the day on which the petition in bankruptcy was filed.

PAIEMENT MÉTHODIQUE DES DETTES (Partie X, Loi sur la faillite)
ORDERLY PAYMENT OF DEBTS (Part X, Bankruptcy Act)

Rapport du mois de septembre 1992

Provinces participantes

Report for the month of
September 1992

Participating Provinces

	Colombie- Britannique — British Columbia	Alberta — Alberta	Saskatchewan — Saskatchewan	Manitoba — Manitoba	Nouvelle-Écosse — Nova Scotia	Île du Prince- Édouard — Prince Edward Island	Total
Nombre total des ordonnances de fusion émises par la cour durant le mois	67	13	14	19	51	2	166
Total number of Consolidation Orders made by the Court during the month							
Montant versé à la cour durant le mois relativement à toutes les ordonnances de fusion	399,731.00	131,154.38	74,518.85	94,114.47	381,501.24	28,634.44	1,109,654.38
Total amount paid into court on all consolidation orders during the month							
Montant distribué durant le mois aux créanciers inscrits sous les ordonnances de fusion	652,378.00	0	2,679.71	93,285.47	353,551.00	76,438.98	1,178,333.16
Total amount distributed to registered creditors under all consolidation orders during the month							
Nombre total de cas complétés ou annulés durant le mois	45	27	13	14	62	1	162
Total number of terminations and defaults during the month							

STATISTIQUES

FAILLITES

STATISTICS

BANKRUPTCIES

ANALYSE COMPARATIVE DES FAILLITES DÉPOSÉES AU COURS DES MOIS D'OCTOBRE 1992 & 1991
COMPARATIVE ANALYSIS OF TOTAL BANKRUPTCIES FILED IN THE MONTHS OF OCTOBER 1992 & 1991

GENRE DE FAILLITES ET DONNÉES CUMULATIVES BANKRUPTCIES BY TYPE AND CUMULATIVE FIGURES

	Mois Courant — Current Month			Cumul pour l'année — Yearly to date				
	Consommateur Consumer	Affaire Business	Total Total	Année précédente Previous Year	Consommateur Consumer	Affaire Business	Total Total	Année précédente Previous Year
T.-N./Nfld.	39	17	56	(72)	553	144	697	(726)
N.-É./N.S.	126	68	194	(273)	1,617	712	2,329	(2,369)
I.P.-É./P.E.I.	2	7	9	(9)	40	36	76	(63)
N.-B./N.B.	38	18	56	(60)	456	248	704	(634)
Québec	1,389	486	1,875	(2,140)	13,734	4,498	18,232	(19,678)
Ontario	2,148	285	2,433	(2,782)	23,057	3,500	26,557	(24,649)
Manitoba	201	31	232	(279)	2,100	275	2,375	(2,455)
Saskatchewan	120	44	164	(204)	1,339	455	1,794	(1,896)
Alberta	505	104	609	(602)	5,015	1,224	6,239	(5,683)
C.-B./B.C.	342	74	416	(475)	4,122	905	5,027	(4,800)
T.N.-O./N.W.T.	3	0	3	(0)	11	7	18	(8)
Yukon	0	0	0	(0)	0	0	0	(8)
Canada	4,913	1,134	6,047	(6,896)	52,044	12,004	64,048	(62,969)

PROPOSITIONS

Octobre 1992

PROPOSALS

October 1992

	Mois courant — Current month	Cumul pour l'année — Yearly to date
	T.-N./Nfld.	0
N.-É./N.S.	4	12
I.P.-É./P.E.I.	0	0
N.-B./N.B.	0	5
Québec	24	173
Ontario	49	618
Manitoba	1	13
Saskatchewan	0	0
Alberta	6	17
C.-B./B.C.	10	98
T.N.-O./N.W.T.	0	0
Yukon	0	0
Canada	94	936

FAILLITES COMMERCIALES SIGNALÉES AU COURS DU MOIS D'OCTOBRE 1992, PAR PROVINCE, PAR GENRE
D'INDUSTRIE AVEC PASSIFS ET DONNÉES CUMULATIVES

BUSINESS BANKRUPTCIES REPORTED IN THE MONTH OF OCTOBER 1992, BY PROVINCE, BY TYPE OF
INDUSTRY WITH LIABILITIES AND CUMULATIVE FIGURES

	Mois Courant Current month		Cumul pour l'année Yearly to date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
TERRE-NEUVE/NEWFOUNDLAND				
Industries agricoles et de services connexes Agriculture & related service industries	0	0	0	0
Industries de la pêche et du piègeage Fishing & Trapping industries	4	136,760	22	498,727
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers Logging & Forestry industries	0	0	1	29,400
Industries des mines, carrières et puits de pétrole Mining, quarrying & oil well industries	0	0	0	0
Industries manufacturières Manufacturing industries	0	0	7	522,225
Industries de la construction Construction industries.....	0	0	28	40,111,053
Industries du transport et de l'entreposage Transportation & storage industries.....	2	29,200	14	597,550
Industries des communications et des services publics Communication & other utility industries	0	0	0	0
Industries du commerce de gros Wholesale trade industries.....	4	275,277	10	3,667,492
Industries du commerce de détail Retail trade industries	3	1,778,840	25	8,260,541
Industries des intermédiaires financiers et des assurances Finance & Insurance industries	0	0	2	164,510
Industries services immobiliers et agences d'assurances Real estate operations & insurance agencies industries ...	0	0	4	63,685
Industries des services aux entreprises Business service industries.....	0	0	5	532,604
Industries des services gouvernementaux Government service industries	0	0	0	0
Industries des services d'enseignement Educational service industries	0	0	0	0
Industries des services de soins santé et services sociaux Health & social service industries.....	1	1,280,064	6	1,422,873
Industries de l'hébergement et de la restauration Accommodation food & beverage service industries	2	123,582	12	960,358
Autres industries de services Other service industries	1	16,962	8	691,726
Total	17	3,640,685	144	57,522,744

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
NOUVELLE-ÉCOSSE/NOVA SCOTIA				
Industries agricoles et de services connexes Agriculture & related service industries	2	180,600	11	4,145,516
Industries de la pêche et du piègeage Fishing & Trapping industries	13	472,889	166	5,625,346
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers Logging & Forestry industries	1	40,174	10	627,671
Industries des mines, carrières et puits de pétrole Mining, quarrying & oil well industries	0	0	0	0
Industries manufacturières Manufacturing industries	3	726,777	28	12,920,834
Industries de la construction Construction industries	6	378,854	95	18,813,191
Industries du transport et de l'entreposage Transportation & storage industries	9	479,158	56	3,654,312
Industries des communications et des services publics Communication & other utility industries	4	205,195	9	802,770
Industries du commerce de gros Wholesale trade industries	2	7,734	27	2,466,558
Industries du commerce de détail Retail trade industries	12	1,142,221	121	13,484,604
Industries des intermédiaires financiers et des assurances Finance & Insurance industries	0	0	10	4,573,965
Industries services immobiliers et agences d'assurances Real estate operations & insurance agencies industries ...	1	0	18	3,048,686
Industries des services aux entreprises Business service industries	8	1,052,756	41	7,912,038
Industries des services gouvernementaux Government service industries	0	0	0	0
Industries des services d'enseignement Educational service industries	0	0	2	197,538
Industries des services de soins santé et services sociaux Health & social service industries	2	539,680	12	12,414,261
Industries de l'hébergement et de la restauration Accommodation food & beverage service industries	2	388,981	52	11,229,954
Autres industries de services Other service industries	3	250,712	54	2,638,836
Total	68	5,865,731	712	104,556,080

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant		Cumul pour l'année	
	Current Month		Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
ILE DU PRINCE-ÉDOUARD/PRINCE EDWARD ISLAND				
Industries agricoles et de services connexes				
Agriculture & related service industries	1	154,808	2	332,579
Industries de la pêche et du piégeage				
Fishing & Trapping industries	0	0	5	238,680
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers				
Logging & Forestry industries	0	0	0	0
Industries des mines, carrières et puits de pétrole				
Mining, quarrying & oil well industries	0	0	0	0
Industries manufacturières				
Manufacturing industries	0	0	2	1,419,749
Industries de la construction				
Construction industries.....	2	35,299	6	556,540
Industries du transport et de l'entreposage				
Transportation & storage industries.....	0	0	1	58,225
Industries des communications et des services publics				
Communication & other utility industries	0	0	1	171,568
Industries du commerce de gros				
Wholesale trade industries.....	0	0	0	0
Industries du commerce de détail				
Retail trade industries	4	256,672	12	1,965,378
Industries des intermédiaires financiers et des assurances				
Finance & Insurance industries	0	0	0	0
Industries services immobiliers et agences d'assurances				
Real estate operations & insurance agencies industries ...	0	0	0	0
Industries des services aux entreprises				
Business service industries.....	0	0	0	0
Industries des services gouvernementaux				
Government service industries	0	0	0	0
Industries des services d'enseignement				
Educational service industries	0	0	0	0
Industries des services de soins santé et services sociaux				
Health & social service industries.....	0	0	3	97,888
Industries de l'hébergement et de la restauration				
Accommodation food & beverage service industries	0	0	3	5,150,863
Autres industries de services				
Other service industries	0	0	1	21,474
Total	7	446,779	36	10,012,944

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
NOUVEAU-BRUNSWICK/NEW BRUNSWICK				
Industries agricoles et de services connexes Agriculture & related service industries	1	84,018	3	296,118
Industries de la pêche et du piégeage Fishing & Trapping industries	0	0	9	1,212,625
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers Logging & Forestry industries	0	0	5	421,108
Industries des mines, carrières et puits de pétrole Mining, quarrying & oil well industries	0	0	0	0
Industries manufacturières Manufacturing industries	3	923,649	16	4,080,383
Industries de la construction Construction industries.....	0	0	39	4,146,907
Industries du transport et de l'entreposage Transportation & storage industries.....	1	113,380	21	1,381,871
Industries des communications et des services publics Communication & other utility industries	0	0	2	65,325
Industries du commerce de gros Wholesale trade industries.....	2	250,480	20	2,024,099
Industries du commerce de détail Retail trade industries	7	266,084	53	13,727,670
Industries des intermédiaires financiers et des assurances Finance & Insurance industries	0	0	4	127,057
Industries services immobiliers et agences d'assurances Real estate operations & insurance agencies industries ...	0	0	13	1,808,882
Industries des services aux entreprises Business service industries.....	1	45,321	9	341,777
Industries des services gouvernementaux Government service industries	0	0	0	0
Industries des services d'enseignement Educational service industries	0	0	1	14,500
Industries des services de soins santé et services sociaux Health & social service industries.....	2	515,495	4	1,222,225
Industries de l'hébergement et de la restauration Accommodation food & beverage service industries	1	316,161	26	5,340,494
Autres industries de services Other service industries	0	0	23	2,448,003
Total	18	2,514,588	248	38,659,044

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
QUÉBEC				
Industries agricoles et de services connexes				
Agriculture & related service industries	13	2,017,177	60	11,737,825
Industries de la pêche et du piégeage				
Fishing & Trapping industries	1	0	4	409,297
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers				
Logging & Forestry industries	5	607,292	63	6,686,663
Industries des mines, carrières et puits de pétrole				
Mining, quarrying & oil well industries	0	0	6	6,603,770
Industries manufacturières				
Manufacturing industries	39	121,302,814	442	308,006,723
Industries de la construction				
Construction industries.....	49	7,471,215	491	116,820,823
Industries du transport et de l'entreposage				
Transportation & storage industries.....	24	2,681,442	185	22,673,536
Industries des communications et des services publics				
Communication & other utility industries	0	0	18	3,306,043
Industries du commerce de gros				
Wholesale trade industries.....	39	17,302,435	392	222,502,579
Industries du commerce de détail				
Retail trade industries	114	16,557,030	1,082	236,062,793
Industries des intermédiaires financiers et des assurances				
Finance & Insurance industries	2	317,456	29	1,794,394,207
Industries services immobiliers et agences d'assurances				
Real estate operations & insurance agencies industries ...	19	13,654,787	138	160,754,722
Industries des services aux entreprises				
Business service industries.....	37	12,330,887	262	87,127,050
Industries des services gouvernementaux				
Government service industries	0	0	8	650,730
Industries des services d'enseignement				
Educational service industries	2	106,809	5	215,733
Industries des services de soins santé et services sociaux				
Health & social service industries.....	9	1,581,913	87	21,984,357
Industries de l'hébergement et de la restauration				
Accommodation food & beverage service industries	78	6,260,448	740	132,325,664
Autres industries de services				
Other service industries	55	13,310,767	486	142,974,750
Total	486	215,502,472	4,498	3,275,237,265

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
ONTARIO				
Industries agricoles et de services connexes				
Agriculture & related service industries	1	3,234,675	24	6,338,472
Industries de la pêche et du piègeage				
Fishing & Trapping industries	0	0	2	34,535
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers				
Logging & Forestry industries	0	0	10	6,005,736
Industries des mines, carrières et puits de pétrole				
Mining, quarrying & oil well industries	0	0	3	312,211
Industries manufacturières				
Manufacturing industries	23	4,196,112	268	142,044,555
Industries de la construction				
Construction industries.....	37	4,821,705	578	202,097,138
Industries du transport et de l'entreposage				
Transportation & storage industries.....	21	4,429,806	201	39,532,416
Industries des communications et des services publics				
Communication & other utility industries	5	219,664	25	9,476,082
Industries du commerce de gros				
Wholesale trade industries.....	18	4,243,653	236	152,295,357
Industries du commerce de détail				
Retail trade industries	70	11,600,611	826	364,964,804
Industries des intermédiaires financiers et des assurances				
Finance & Insurance industries	5	6,262,954	77	58,696,296
Industries services immobiliers et agences d'assurances				
Real estate operations & insurance agencies industries ...	10	6,319,001	114	255,103,476
Industries des services aux entreprises				
Business service industries.....	21	5,622,085	282	80,122,802 **
Industries des services gouvernementaux				
Government service industries	0	0	4	1,472,334
Industries des services d'enseignement				
Educational service industries	0	0	11	3,145,282
Industries des services de soins santé et services sociaux				
Health & social service industries.....	4	7,848,215	56	44,039,703
Industries de l'hébergement et de la restauration				
Accommodation food & beverage service industries	46	7,500,958	454	99,457,406
Autres industries de services				
Other service industries	24	8,355,730	329	119,310,187
Total	285	74,655,169	3,500	1,584,448,792 **

* Tel que déclaré par les débiteurs

** Selon les groupes principaux du CAF (1980)

*** Réflète une correction de 98,684,892\$ entrés par erreur en septembre 1992

* As declared by Debtors

** As per SIC major groups (1980)

*** Reflects correction of \$98,684,892 entered by error in September 1992

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
MANITOBA				
Industries agricoles et de services connexes Agriculture & related service industries	3	252,859	12	943,392
Industries de la pêche et du piégeage Fishing & Trapping industries	0	0	0	0
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers Logging & Forestry industries	0	0	0	0
Industries des mines, carrières et puits de pétrole Mining, quarrying & oil well industries	1	388,852	2	428,752
Industries manufacturières Manufacturing industries	2	37,335	14	4,889,423
Industries de la construction Construction industries.....	6	934,587	39	5,263,621
Industries du transport et de l'entreposage Transportation & storage industries.....	1	117,725	13	1,613,026
Industries des communications et des services publics Communication & other utility industries	0	0	1	46,745
Industries du commerce de gros Wholesale trade industries.....	0	0	16	4,641,989
Industries du commerce de détail Retail trade industries	7	525,735	66	75,362,634
Industries des intermédiaires financiers et des assurances Finance & Insurance industries	0	0	1	145,835
Industries services immobiliers et agences d'assurances Real estate operations & insurance agencies industries ...	4	1,125,293	21	17,179,206
Industries des services aux entreprises Business service industries.....	1	121,176	11	2,086,662
Industries des services gouvernementaux Government service industries	0	0	0	0
Industries des services d'enseignement Educational service industries	0	0	0	0
Industries des services de soins santé et services sociaux Health & social service industries.....	0	0	1	126,149
Industries de l'hébergement et de la restauration Accommodation food & beverage service industries	4	409,298	56	8,553,308
Autres industries de services Other service industries	2	126,577	22	2,158,340
Total	31	4,039,437	275	123,439,082

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
SASKATCHEWAN				
<i>Industries agricoles et de services connexes</i>				
Agriculture & related service industries	17	3,895,245	174	32,129,487
<i>Industries de la pêche et du piégeage</i>				
Fishing & Trapping industries	0	0	0	0
<i>Industries de l'exploitation forestière et services forestiers</i>				
Logging & Forestry industries	0	0	1	201,744
<i>Industries des mines, carrières et puits de pétrole</i>				
Mining, quarrying & oil well industries	0	0	0	0
<i>Industries manufacturières</i>				
Manufacturing industries	1	93,591	23	12,329,627
<i>Industries de la construction</i>				
Construction industries.....	0	0	21	7,110,770
<i>Industries du transport et de l'entreposage</i>				
Transportation & storage industries.....	3	265,626	13	1,679,242
<i>Industries des communications et des services publics</i>				
Communication & other utility industries	1	57,938	3	141,918
<i>Industries du commerce de gros</i>				
Wholesale trade industries.....	1	541,040	4	840,613
<i>Industries du commerce de détail</i>				
Retail trade industries	11	2,350,907	105	20,469,688
<i>Industries des intermédiaires financiers et des assurances</i>				
Finance & Insurance industries	1	415,282	2	2,584,604
<i>Industries services immobiliers et agences d'assurances</i>				
Real estate operations & insurance agencies industries ...	2	463,842	14	2,650,753
<i>Industries des services aux entreprises</i>				
Business service industries.....	0	0	15	3,211,917
<i>Industries des services gouvernementaux</i>				
Government service industries	0	0	0	0
<i>Industries des services d'enseignement</i>				
Educational service industries	0	0	0	0
<i>Industries des services de soins santé et services sociaux</i>				
Health & social service industries.....	0	0	5	2,193,570
<i>Industries de l'hébergement et de la restauration</i>				
Accommodation food & beverage service industries	2	2,952,032	35	6,110,140
<i>Autres industries de services</i>				
Other service industries	5	1,286,787	40	5,233,178
Total	44	12,322,290	455	96,887,251

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
ALBERTA				
Industries agricoles et de services connexes Agriculture & related service industries	6	1,108,319	67	13,783,819
Industries de la pêche et du piègeage Fishing & Trapping industries	0	0	0	0
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers Logging & Forestry industries	0	0	9	593,403
Industries des mines, carrières et puits de pétrole Mining, quarrying & oil well industries	5	614,888	43	12,178,844
Industries manufacturières Manufacturing industries	4	1,420,059	52	17,221,822
Industries de la construction Construction industries.....	23	4,415,277	204	39,584,237
Industries du transport et de l'entreposage Transportation & storage industries.....	8	514,131	133	12,999,204
Industries des communications et des services publics Communication & other utility industries	1	140,423	25	1,776,220
Industries du commerce de gros Wholesale trade industries.....	4	1,545,972	61	10,071,480
Industries du commerce de détail Retail trade industries	19	6,070,540	231	39,246,401
Industries des intermédiaires financiers et des assurances Finance & Insurance industries	0	0	11	5,579,560
Industries services immobiliers et agences d'assurances Real estate operations & insurance agencies industries ...	1	170,104	43	14,079,153
Industries des services aux entreprises Business service industries.....	11	968,691	111	23,228,202
Industries des services gouvernementaux Government service industries	0	0	1	262,000
Industries des services d'enseignement Educational service industries	0	0	3	123,276
Industries des services de soins santé et services sociaux Health & social service industries.....	2	717,926	19	3,235,020
Industries de l'hébergement et de la restauration Accommodation food & beverage service industries	7	2,074,811	114	50,409,771
Autres industries de services Other service industries	13	1,420,221	97	16,015,934
Total	104	21,181,362	1,224	260,388,346

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
COLOMBIE-BRITANNIQUE/BRITISH COLUMBIA				
Industries agricoles et de services connexes				
Agriculture & related service industries	2	252,900	16	2,030,788
Industries de la pêche et du piégeage				
Fishing & Trapping industries	0	0	1	119,000
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers				
Logging & Forestry industries	2	37,742	53	4,977,385
Industries des mines, carrières et puits de pétrole				
Mining, quarrying & oil well industries	0	0	4	27,307,794
Industries manufacturières				
Manufacturing industries	8	3,482,111	101	37,735,410
Industries de la construction				
Construction industries.....	16	2,719,463	152	26,194,210
Industries du transport et de l'entreposage				
Transportation & storage industries.....	8	703,694	84	14,644,906
Industries des communications et des services publics				
Communication & other utility industries	1	19,960	7	422,657
Industries du commerce de gros				
Wholesale trade industries.....	6	928,923	62	28,545,008
Industries du commerce de détail				
Retail trade industries	11	34,821,184	148	52,217,415
Industries des intermédiaires financiers et des assurances				
Finance & Insurance industries	0	0	13	15,081,310
Industries services immobiliers et agences d'assurances				
Real estate operations & insurance agencies industries ...	0	0	16	27,561,309
Industries des services aux entreprises				
Business service industries.....	2	328,116	74	29,236,499
Industries des services gouvernementaux				
Government service industries	0	0	10	1,001,773
Industries des services d'enseignement				
Educational service industries	0	0	1	212,060
Industries des services de soins santé et services sociaux				
Health & social service industries.....	1	50,995	12	1,910,867
Industries de l'hébergement et de la restauration				
Accommodation food & beverage service industries	10	1,390,636	81	17,982,666
Autres industries de services				
Other service industries	7	2,099,601	70	47,977,551
Total	74	46,835,325	905	335,158,608

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
TERRITOIRES DU NORD-OUEST/NORTHWEST TERRITORIES				
Industries agricoles et de services connexes Agriculture & related service industries	0	0	0	0
Industries de la pêche et du piègeage Fishing & Trapping industries	0	0	0	0
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers Logging & Forestry industries	0	0	0	0
Industries des mines, carrières et puits de pétrole Mining, quarrying & oil well industries	0	0	0	0
Industries manufacturières Manufacturing industries	0	0	0	0
Industries de la construction Construction industries	0	0	3	518,261
Industries du transport et de l'entreposage Transportation & storage industries	0	0	0	0
Industries des communications et des services publics Communication & other utility industries	0	0	0	0
Industries du commerce de gros Wholesale trade industries	0	0	0	0
Industries du commerce de détail Retail trade industries	0	0	2	1,149,324
Industries des intermédiaires financiers et des assurances Finance & Insurance industries	0	0	0	0
Industries services immobiliers et agences d'assurances Real estate operations & insurance agencies industries ...	0	0	0	0
Industries des services aux entreprises Business service industries	0	0	0	0
Industries des services gouvernementaux Government service industries	0	0	0	0
Industries des services d'enseignement Educational service industries	0	0	0	0
Industries des services de soins santé et services sociaux Health & social service industries	0	0	0	0
Industries de l'hébergement et de la restauration Accommodation food & beverage service industries	0	0	2	296,968
Autres industries de services Other service industries	0	0	0	0
Total	0	0	7	1,964,553

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
YUKON				
Industries agricoles et de services connexes				
Agriculture & related service industries	0	0	0	0
Industries de la pêche et du piégeage				
Fishing & Trapping industries	0	0	0	0
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers				
Logging & Forestry industries	0	0	0	0
Industries des mines, carrières et puits de pétrole				
Mining, quarrying & oil well industries	0	0	0	0
Industries manufacturières				
Manufacturing industries	0	0	0	0
Industries de la construction				
Construction industries.....	0	0	0	0
Industries du transport et de l'entreposage				
Transportation & storage industries.....	0	0	0	0
Industries des communications et des services publics				
Communication & other utility industries	0	0	0	0
Industries du commerce de gros				
Wholesale trade industries.....	0	0	0	0
Industries du commerce de détail				
Retail trade industries	0	0	0	0
Industries des intermédiaires financiers et des assurances				
Finance & Insurance industries	0	0	0	0
Industries services immobiliers et agences d'assurances				
Real estate operations & insurance agencies industries ...	0	0	0	0
Industries des services aux entreprises				
Business service industries.....	0	0	0	0
Industries des services gouvernementaux				
Government service industries	0	0	0	0
Industries des services d'enseignement				
Educational service industries	0	0	0	0
Industries des services de soins santé et services sociaux				
Health & social service industries	0	0	0	0
Industries de l'hébergement et de la restauration				
Accommodation food & beverage service industries	0	0	0	0
Autres industries de services				
Other service industries	0	0	0	0
Total	0	0	0	0

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
CANADA				
Industries agricoles et de services connexes Agriculture & related service industries	46	11,180,601	369	71,737,996
Industries de la pêche et du piégeage Fishing & Trapping industries	18	609,649	209	8,138,210
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers Logging & Forestry industries	8	685,208	152	19,543,110
Industries des mines, carrières et puits de pétrole Mining, quarrying & oil well industries	6	1,003,740	58	46,831,371
Industries manufacturières Manufacturing industries	83	132,182,448	953	541,170,751
Industries de la construction Construction industries.....	139	20,776,400	1,656	461,216,751
Industries du transport et de l'entreposage Transportation & storage industries.....	77	9,334,162	721	98,834,288
Industries des communications et des services publics Communication & other utility industries	12	643,180	91	16,209,328
Industries du commerce de gros Wholesale trade industries.....	76	25,095,514	828	427,055,175
Industries du commerce de détail Retail trade industries	258	75,369,824	2,671	826,911,252
Industries des intermédiaires financiers et des assurances Finance & Insurance industries	8	6,995,692	149	1,881,347,344
Industries services immobiliers et agences d'assurances Real estate operations & insurance agencies industries ...	37	21,733,027	381	482,249,872
Industries des services aux entreprises Business service industries.....	81	20,469,032	810	233,799,551 **
Industries des services gouvernementaux Government service industries	0	0	23	3,386,837
Industries des services d'enseignement Educational service industries	2	106,809	23	3,908,389
Industries des services de soins santé et services sociaux Health & social service industries.....	21	12,534,288	205	88,646,913
Industries de l'hébergement et de la restauration Accommodation food & beverage service industries	152	21,416,907	1,575	337,817,592
Autres industries de services Other service industries	110	26,867,357	1,130	339,469,979
Total	1,134	387,003,838	12,004	5,888,274,709 **

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

** Réflète une correction de 98,684,892\$ entrés par erreur en septembre 1992

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

** Reflects correction of \$98,684,892 entered by error in September 1992

**FAILLITES
ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES EN OCTOBRE 1992
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES
AND PROPOSALS
REPORTED IN OCTOBER 1992
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals	Total Total	Actif Assets	Passif Liabilities
T.-N./NFLD.						
ST-JOHN'S	14	3	0	17	425,675	518,249
AUTRES/OTHERS	25	14	0	39	2,314,261	4,030,165
TOTAL	39	17	0	56	2,739,936	4,548,414
N.-É./N.S.						
HALIFAX	49	33	1	83	2,511,184	5,286,696
SYDNEY	5	0	0	5	28,700	70,455
SYDNEY MINES	2	0	0	2	4,800	14,229
AUTRES/OTHERS	70	35	3	108	3,911,199	4,741,650
TOTAL	126	68	4	198	6,455,883	10,113,030
I.P.-É./P.E.I.						
CHARLOTTETOWN	2	0	0	2	1,874	37,527
AUTRES/OTHERS	0	7	0	7	264,566	446,779
TOTAL	2	7	0	9	266,440	484,306
N.-B./N.B.						
FREDERICTON	4	2	0	6	195,760	257,554
MONCTON	8	2	0	10	551,568	1,127,747
SAINT-JOHN	2	0	0	2	2,050	26,392
AUTRES/OTHERS	24	14	0	38	741,164	2,112,151
TOTAL	38	18	0	56	1,490,542	3,525,844
QUÉBEC						
BAIE-COMEAU	1	0	0	1	125	8,288
CHICOUTIMI-JONQUIÈRE	18	12	0	30	858,525	1,705,581
DRUMMONDVILLE	11	4	0	15	110,650	290,066
GRANBY	21	4	0	25	935,550	1,549,329
HULL/GATINEAU/AYLMER	83	19	2	104	2,348,386	3,822,380
MONTRÉAL	595	170	6	771	27,802,649	84,703,403
QUÉBEC	107	40	2	149	12,467,096	19,942,152
RIMOUSKI	13	5	0	18	378,369	1,388,034
ROUYN	7	1	0	8	100,650	194,628
SALLABERRY DE VALLEYFIELD	8	6	0	14	390,243	1,297,655
SHAWINIGAN	11	8	1	20	2,296,138	3,804,323
SHERBROOKE	14	5	0	19	423,049	887,933
SOREL	12	1	0	13	168,385	499,945
ST-HYACINTHE	9	5	0	14	58,650	3,280,492
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU	18	6	0	24	512,165	1,672,896
ST-JERÔME	18	5	0	23	3,082,159	3,712,732
THETFORD MINES	9	1	0	10	284,115	432,046
TROIS-RIVIÈRES	19	14	0	33	858,483	2,902,795
VICTORIAVILLE	5	8	1	14	438,200	941,039
AUTRES/OTHERS	410	172	12	594	110,293,277	174,726,815
TOTAL	1,389	486	24	1,899	163,806,864	307,762,532

**FAILLITES
ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES EN OCTOBRE 1992
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES
AND PROPOSALS
REPORTED IN OCTOBER 1992
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals	Total Total	Actif Assets	Passif Liabilities
ONTARIO						
BARRIE	26	3	1	30	967,885	2,187,275
BELLEVILLE	13	0	0	13	11,756	314,125
BRANTFORD	20	1	0	21	785,844	1,541,599
BROCKVILLE	3	0	0	3	70,850	168,587
CHATHAM	10	2	0	12	247,200	335,177
CORNWALL	9	0	0	9	220,100	446,813
GUELPH	16	1	0	17	1,285,742	1,820,979
HAMILTON	102	14	0	116	2,950,712	9,371,000
KINGSTON	18	3	11	32	1,182,496	1,751,911
KITCHENER	61	14	2	77	2,591,943	6,039,767
LONDON	64	7	2	73	1,847,796	3,263,084
MIDLAND	4	0	0	4	190,350	251,789
NORTH BAY	15	2	0	17	446,968	1,050,226
ORILLIA	7	1	0	8	419,000	448,536
OSHAWA	63	9	1	73	4,601,307	6,985,072
OTTAWA	135	22	2	159	3,071,970	10,666,146
OWEN SOUND	1	1	0	2	132,192	292,042
PETERBOROUGH	23	3	0	26	463,521	1,263,011
SARNIA	17	2	0	19	412,214	833,285
SAULT-STE-MARIE	21	3	0	24	82,245	585,401
ST-CATHARINES/NIAGARA	51	7	0	58	2,362,688	4,185,424
STRATFORD	3	1	0	4	12,000	41,185
SUDBURY	37	3	0	40	258,293	961,068
THUNDER BAY	8	0	1	9	198,397	470,345
TORONTO	896	91	21	1,008	45,719,287	115,560,664
TRENTON	7	0	0	7	37,938	138,762
WINDSOR	30	1	0	31	286,400	1,501,985
AUTRES/OTHERS	488	94	8	590	29,662,699	59,248,874
TOTAL	2,148	285	49	2,482	100,519,793	231,724,132
MANITOBA						
WINNIPEG	134	20	1	155	5,167,174	7,388,392
AUTRES/OTHERS	67	11	0	78	1,994,575	2,839,574
TOTAL	201	31	1	233	7,161,749	10,227,966
SASKATCHEWAN						
MOOSE JAW	6	3	0	9	265,170	1,102,908
PRINCE ALBERT	3	2	0	5	311,368	2,137,303
REGINA	32	5	0	37	846,501	3,768,290
SASKATOON	34	7	0	41	1,700,991	4,188,014
AUTRES/OTHERS	45	27	0	72	2,818,447	7,024,789
TOTAL	120	44	0	164	5,942,477	18,221,304

**FAILLITES
ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES EN OCTOBRE 1992
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES
AND PROPOSALS
REPORTED IN OCTOBER 1992
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals	Total Total	Actif Assets	Passif Liabilities
ALBERTA						
CALGARY	202	27	1	230	8,176,213	10,900,108
EDMONTON	153	33	1	187	7,848,214	14,348,411
MEDICINE HAT	8	5	0	13	636,780	562,728
AUTRES/OTHERS	142	39	4	185	7,372,548	11,536,920
TOTAL	505	104	6	615	24,033,755	37,348,167
C.-B./B.C.						
CHILLIWACK	3	0	0	3	1,913	40,179
COURTENAY	2	0	0	2	8,590	56,832
KAMLOOPS	3	3	0	6	37,038	446,228
KELOWNA	12	5	0	17	65,070	328,273
NANAIMO	13	0	0	13	30,982	279,396
PRINCE-GEORGE	9	1	0	10	59,566	397,978
TERRACE	4	0	0	4	19,925	120,903
VANCOUVER	166	33	8	207	8,210,194	30,241,828
VERNON	3	1	0	4	4,985	276,521
VICTORIA	39	9	0	48	445,699	3,061,526
AUTRES/OTHERS	88	22	2	112	2,249,111	40,071,308
TOTAL	342	74	10	426	11,133,073	75,320,972
T.N.-O./N.W.T.						
TOTAL	3	0	0	3	1,887,200	957,430
YUKON						
TOTAL	0	0	0	0	0	0
CANADA						
TOTAL	4,913	1,134	94	6,141	325,437,712	700,234,097

PAIEMENT MÉTHODIQUE DES DETTES (Partie X, Loi sur la faillite)
ORDERLY PAYMENT OF DEBTS (Part X, Bankruptcy Act)

Rapport du mois d'octobre 1992

Provinces participantes

Report for the month of
October 1992

Participating Provinces

	Colombie- Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Nouvelle-Écosse	Ile du Prince- Édouard	Total
	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Nova Scotia	Prince Edward Island	
Nombre total des ordonnances de fusion émises par la cour durant le mois	92	16	5	16	63	4	196
Total number of Consolidation Orders made by the Court during the month							
Montant versé à la cour durant le mois relativement à toutes les ordonnances de fusion	490,855.06	152,606.77	48,081.98	103,661.70	368,129.00	27,400.47	1,190,734.98
Total amount paid into court on all consolidation orders during the month							
Montant distribué durant le mois aux créanciers inscrits sous les ordonnances de fusion	129,298.55	283,761.15	127,159.16	82,753.62	356,147.00	8,000.00	987,119.48
Total amount distributed to registered creditors under all consolidation orders during the month							
Nombre total de cas complétés ou annulés durant le mois	77	9	0	7	56	1	150
Total number of terminations and defaults during the month							